



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)

«Les idées sont à l'épreuve des balles.»

Allan Moore

ISSN 0026-9433

N° **1678**

du 21 au 27 juin 2012

# Déconstruisons la prison



M 02137 - 1678 - F: 2,50 €





Le terme de « vague rose » est bien galvaudé... Une majorité socialiste et associés à l'Assemblée nationale pour quoi faire? Saupoudrer la « bonne et honnête » gestion de la loi des marchés de quelques mesures sociales qui ne coûtent pas grand-chose sera sûrement la feuille de route. On pourrait évoquer que les partisans et partisanes du socialisme par les voies électorales pourraient rentrer dans le vif du problème social, mais faut-il vraiment les voir à l'œuvre pour avoir un avis? Pendant qu'en France le cloaque informatique se déchaîne via les messages électroniques, l'espoir d'autres lendemains semble en baisse en Tunisie. Des groupes islamistes salafistes s'en prennent aux milieux culturels, à la presse et aux syndicats (principalement l'UGTT). Sans parler des attaques tous azimuts contre les femmes tunisiennes, tout ce qu'elles avaient conquis d'espace politique. Est-il besoin de préciser que ces extrémistes religieux ont le soutien des émirats du Golfe, notamment du Qatar et de l'Arabie Saoudite? « Pour que la révolution continue, la société civile ne doit pas lâcher prise » a déclaré Bicharara Khader. Mais, comme il le dit, « trop ménager la chèvre et le chou, ce n'est pas bon pour le pays ». C'est le moins qu'on puisse dire! Revenons à notre cher pays, patrie des droits de l'homme, les promesses de freiner les salaires des « grands » dirigeants ont-elles été tenues? Cela semble exact pour ceux qui relèvent peu ou prou du secteur public (sic), c'est-à-dire La Poste, les Aéroports de Paris, EDF, Areva, mais quid des « nababs » du CAC 40? Encore un effort, camarades, il reste du rabotage à faire! Mais cessons de nous regarder le nombril, la Grèce est dans d'autres draps que nous. Eux aussi étaient appelés aux urnes le dernier week-end. Nous n'avons pas consulté les entrailles d'une antilope mâle (selon la tradition!) et en lisant ce Monde libertaire vous en saurez plus (sic). Quelques remarques: comme il est dit dans pas mal de quotidiens et de gazettes des « roitelets de l'entourloupe fiscale et autres riches armateurs sont en route pour les eaux calmes de Monaco ». On aura tristement compris, depuis longtemps, que celles et ceux qui n'ont que le fruit de leur travail pour survivre en font les frais. Croire que les élections vont tout changer est, une fois de plus, un leurre. Stelios Ramlos, philosophe grec le dit crûment: « Après son indépendance, la Grèce s'est trouvée propulsée au rang des États modernes, sans avoir forgé de contrat social. » La lutte pour un autre monde a encore du chemin à faire.

## Actualité

- Bilan social mitigé**, par J.-P. Levaray, page 3  
**PSA : les oubliés de Hollande ?**, par J. Caramelo, page 4  
**Météo syndicale**, par L. Schwitzguebel, page 4  
**Chronique néphrétique**, par Rodkol, page 5  
**Solidarité avec Fouad**, par CNT-FTE, page 7  
**Colères noires du moment**, par M. Silberstein, page 7  
**Les bidasses à l'école**, par Juanito, page 9

## International

- Solidarité avec les anarchistes biélorusses**, par FA, page 10  
**Espagne : exploitation sans frontières**, par R. Pino, page 11

## Arguments

- Obsolescence de la prison**, par FA33, page 12  
**Magouille et torture en prison**, par Ringolevio, page 14  
**Néostalinisme et luttes sociales**, par L. Janover, page 15

## Culture

- Pouvoir politique et mouvement associatif**, par Guy, page 18  
**Le choix des libraires**, par Publico, page 19

## Mouvement-

- Les 30 ans du groupe Pierre-Besnard**, page 20  
**Radio libertaire**, page 22  
**Agenda**, page 23

## Tarifs Francet étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n <sup>os</sup>	○ 25 €
6 mois, 25 n <sup>os</sup>	○ 50 €
1 an, 45 n <sup>os</sup>	○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

## Bulletin d'abonnement

### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup> ○ 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).

(BIC: CCOFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

# Victoires des travailleurs ?

## Goodyear

La direction de Goodyear vient d'annoncer l'abandon du plan de licenciements sur son site d'Amiens. Après cinq années de luttes contre les divers plans de restructuration et de licenciements, cette annonce représente une victoire (« historique », dicit la CGT).

Le plan « social », invalidé à plusieurs reprises par la justice, prévoyait de mettre un terme à la production de pneus de tourisme à l'usine d'Amiens-Nord et de céder la production de pneus pour engins agricoles au groupe Titan. Ce plan représentait la suppression de 817 emplois sur les 1 300 du site.

Il n'y aura donc pas de plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) sur le site et c'est un bien. Sauf que la direction veut lancer un plan de départ volontaire (PDV), ce qui n'est plus du même tonneau. Un PSE représente un coût élevé pour une entreprise, ainsi qu'une atteinte à son image. Un PDV la joue plus « démocratique », plus libérale, et ne coûte quasiment rien (une prime de départ est moins importante dans ce cas). Certes, les salariés ne sont plus obligés de partir, seuls les décidés (ou ceux qu'on harcèlera pour les forcer) le feront, et la direction s'est engagée à poursuivre l'activité même si aucun salarié ne veut partir. Les salariés ont obtenus de pouvoir garder leurs emplois s'ils le veulent, ça fait toute la différence avec un PSE qui les aurait lourdés...

Devant des salariés qui ont montré leur combativité, Goodyear a donc revu sa stratégie et compte sur une érosion des effectifs qui se fera sur la durée, car il n'est pas prévu d'embaucher pour remplacer les partants. Il s'agit donc d'une demi-victoire.

Les entreprises qui réduisent leurs effectifs ont, d'ailleurs, de moins en moins recours aux licenciements économiques, privilégiant plans de départs volontaires, licenciements par consentement...

Reste que les salariés sont toujours fortement déterminés et qu'après cinq ans de lutte quasi-exemplaire, ils n'ont pas envie de se faire « enfariner ».

## Pétroplus

Le jour où je dois terminer cet article (14 juin) se tient un rassemblement devant la raffinerie Pétroplus de Grand-Couronne (76). Un rassemblement pour saluer le redémarrage des unités.

Depuis janvier, les salariés de la raffinerie ont multipliés les actions pour maintenir l'activité. Ils ont été très soutenus par les salariés et militants syndicalistes de la région – cette usine faisant partie intégrante du paysage social local. L'arrêt de Pétroplus représente 550 emplois directs supprimés et autant d'emplois de sous-traitants. C'est aussi la mort



plus ou moins rapide de Petit et Grand-Couronne, les deux villes alentours qui vivent à travers les activités liées à la raffinerie. En même temps, c'est l'ambiguïté de la chose, la raffinerie représente un gros facteur de pollution : les sols sont gorgés d'hydrocarbures, dépassant largement le périmètre de l'usine, sans parler des rejets gazeux.

La dépollution du site s'élèverait à 160 millions d'euros, ce que la Shell, propriétaire historique pendant près de cinquante ans, refuse de payer. Les riches multinationales ont toujours fait en sorte de faire payer la facture par un autre en ne fermant jamais directement une usine. Elles laissent ce soin soit à un repreneur qui n'aura pas les reins assez solides pour payer, soit de faire payer par les pouvoirs publics. C'est donc ce qui finit par se passer la plupart du temps. Pour Pétroplus, la facture dépollution lors de la fermeture semble empêcher toute reprise. D'autre part, la stratégie des trusts pétroliers est de fermer un certain nombre de raffineries en Europe (trop vieilles pour la plupart) au profit de raffineries implantées dans les pays producteurs de pétrole, plus neuves, plus performantes, socialement moins coûteuses et moins contraintes au niveau environnemental. Tant pis si le carburant arrive plus cher chez les consommateurs européens, ce n'est pas le problème d'Exxon, Total, BP et consorts.

Des repreneurs, aux dires de l'intersyndicale, semblent quand même intéressés mais, entre ceux qui veulent se faire du fric en touchant les primes de l'État et ceux qui veulent le marché sans la boîte, la marge est faible.

Donc, ce 14 juin, devant les grilles de Pétroplus, l'intersyndicale tenait un meeting où les intervenants faisaient des discours fleuves, pour se féliciter du redémarrage en cours. Celui-ci a lieu parce que pendant la campagne présidentielle, Sarkozy et Besson

ont demandé de l'aide à la Shell pour reculer les échéances. Il se trouve que pour redémarrer une raffinerie, il faut effectuer des travaux de maintenance (surtout que le matériel est très vieillissant) qui ont reculé le démarrage après les élections.

Après avoir récupéré les contenus des immenses réservoirs de carburants (en partie pour rembourser les créanciers de Pétroplus, mais aussi pour financer le futur plan de suppression d'emplois qui ne manquera pas d'avoir lieu, même s'il y a une reprise d'activité), la Shell a mis un peu la main au portefeuille pour que les unités redémarrent pour un contrat exceptionnel. Ce qui est le cas aujourd'hui. Sauf qu'il était question de six mois de production et que ce n'est plus à l'ordre du jour. Peut-être que l'usine fonctionnera un mois, trois mois...

Il n'y a que les salariés de Pétroplus pour croire en la continuité du site. Ce n'est pas facile de critiquer des copains qui risquent de perdre leurs emplois et surtout leurs salaires, et de passer pour un donneur de leçon, mais ce conflit a été bizarre. Une délégation de pouvoir qui a fait de deux leaders CGT les seuls véritables décisionnaires en termes d'actions. Que les actions ont été surtout médiatiques et politiques et qu'au fil des mois les propos étaient Front de gauche et ne remettaient pas les pétroliers en cause (et encore moins la Shell, présentée comme le bon patron).

Au bout de près de deux heures de discours tenus majoritairement par les deux syndicalistes, les 300 personnes rassemblées sont parties. Les odeurs de merguez se sont trouvées remplacées par celles des hydrocarbures pendant que de gros et lourds panaches de fumée s'élevaient dans le ciel.

Jean-Pierre Levaray

# Dans la France rose, la Sociale voit rouge

## Météo syndicale



Si François Hollande et son ministre du Redressement productif ont montré quelques signes de vie aux travailleurs de Fralib et de Florange, ils sont restés bien discrets, pour l'heure du moins, au sujet de la situation du site PSA Aulnay, menacé de fermeture depuis plusieurs mois. Et pourtant, pendant l'entre-deux tours de l'élection présidentielle, François Hollande avait promis aux salariés de l'usine que, s'il était élu, il les recevrait à l'Élysée dès les premiers jours de son mandat. Arnaud Montebourg a beau avoir annoncé qu'il rencontrerait les syndicats de l'usine le lundi 18 juin (impossible, au moment où j'écris ces lignes, de savoir ce qui sortira de cette entrevue), les salariés ne sont pas tranquilles et attendaient davantage de ce nouveau gouvernement qui, pendant la campagne électorale, promettait bien des sauvetages industriels.

Du coup, histoire de rappeler aux élus du peuple (sic) leurs engagements électoraux, plusieurs d'entre eux (syndiqués CGT, CFDT ou Sud) se sont invités au meeting du Parti socialiste, mercredi 13 juin dernier au Zénith de Paris. Avec banderoles et drapeaux syndicaux, ils ont distribué plusieurs centaines de tracts tout en lançant des slogans revendicatifs dans l'espoir d'interpeller le brave militant socialiste venu écouter les douces voix de la bureaucratie de son parti. Si certains ont

clairement manifesté leur soutien, élus et dirigeants de l'appareil n'en ont pas touché mot, sans doute gênés de se retrouver nez à nez avec la dure réalité sociale du pays. Toujours est-il que, pendant qu'ils se pavent sur nos écrans de télévision, à la radio et dans les journaux, 3 300 travailleurs, eux, vivent dans la crainte quotidienne de perdre leur job du jour au lendemain. Affaire à suivre...

Question droit du travail, malgré les bannières roses de la république, le temps n'est pas non plus au beau fixe. La direction de l'inspection du travail a annoncé la semaine dernière qu'elle entendait incessamment sous peu diviser par deux le nombre de conseillers du salarié. D'après *L'Humanité*, en Seine-Saint-Denis, ils passeraient de 350 à 150! Cette mesure est lourde de sens et de conséquence, les conseillers du salarié étant des éléments importants du droit du travail (ce sont eux qui sont chargés d'accompagner les travailleurs convoqués à des entretiens pour licenciement dans des entreprises ne disposant pas de représentants du personnel). En réponse à cette annonce inquiétante, une centaine de militants syndicalistes se sont réunis devant le siège de l'inspection du travail à Bobigny, mardi 12 juin dernier.

Johnny Caramelo

AVANT LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, à la Bourse du travail de Paris, ça enfonçait des portes ouvertes. Une circulaire interne rappelait que les salles étaient destinées à des réunions et assemblées syndicales<sup>1</sup>. Les associations diverses, dont les partis politiques, étaient gentiment priés d'aller chercher d'autres lieux, comme les bistrotts et autres préaux d'école...

Diab!e, le fantôme de la charte d'Amiens hantait-il toujours ces lieux centenaires tant aimés par le camarade Fernand Pelloutier? Rue du Château-d'Eau, la salle Francisco-Ferrer (dite petite salle de grève) n'a pas vocation à servir de réceptacle à des discours électoralistes destinés à remplir l'aquarium!

Des nouvelles d'Amiens, la ville. Les camarades de Goodyear ont obtenu une drôle de victoire. En effet, l'abandon du plan de licenciements par le fabricant américain de pneumatiques a, bien sûr, plus que des accents de victoire après quatre années de combat. Mais maintenant, il faut faire la balance avec les départs volontaires « accompagnés d'indemnités conséquentes »<sup>2</sup>. Le nord de la France n'est pas une mine (sic) d'emplois! De plus, c'est à la fin des négociations que nous verrons ce que valent les annonces d'après la présidentielle... Dans l'automobile, la crise se poursuit, y aurait-il vraiment une exception pour Goodyear? On reste dubitatifs.

Le feuilleton à Montreuil continue... À part les appels pour l'unité à la base, rien de bien réjouissant. Vous avez dit chiens de faïence? Le premier « résultat » est que la CFDT a la main dans les négociations avec les pouvoirs publics. Pour le plus grand bien du monde du travail? On peut en douter et, une fois de plus, ne compter que sur nous-mêmes.

Loulou Schwitzguebel

1. Ou syndicalistes? Faudrait-il voir de plus près!  
2. Sur 1 300 postes, 817 devaient être supprimés. Les marchés mettraient-ils vraiment un genou en terre?

## Brèves de combat

### Mauvaise santé en Grèce

Depuis le début de la crise, la situation médicale en Grèce se dégrade au rythme des injonctions de la Troïka BCE, Commission européenne, FMI et des réductions des dépenses de santé de l'État (7 milliards de dollars pour 2012). Résultat : fermeture de cliniques locales, réduction du nombre d'hôpitaux, des subventions publiques, diminution de budget de traitement pour certaines maladies, etc. Certains hôpitaux et cliniques n'ont d'autre choix que de fermer ou de stopper temporairement ou partiellement leurs activités en raison d'un manque de personnel ou de matériel. De plus, le taux de chômage grec a atteint un nouveau record au premier trimestre 2012. Selon l'Autorité des statistiques grecques (ASE), il côtoie désormais les 22,6 %. C'est 9 % de plus qu'au trimestre précédent. Un an plus tôt, au premier trimestre 2011, il n'était « que » de 15,9 %. En douze mois, le pays a dû faire face à une hausse du chômage de 57 %. Sur les onze millions d'habitants que compte l'archipel hellénique, 1,12 million sont actuellement au chômage.

### Éliminée, mais toujours virus-lente

Entre les deux tours des législatives, la Morano a accordé un entretien à l'hebdomadaire d'extrême droite Minute. Elle y plaide pour « le rassemblement le plus large possible », incluant bien sûr le FN, pour « faire barrage à la gauche ». Minute prône depuis longtemps une alliance entre la droite et l'extrême droite. La Morano s'en est faite la courroie de transmission accomplie !

### Ça craint toujours à Poitiers

Un copain, J.-C. (déjà emmerdé et condamné pour outrage au jet de confettis, voir le dernier *Monde libertaire*), a été arrêté à l'issue du rassemblement proposé par le DAL 86 devant la mairie. Il s'agissait de protester contre la chasse aux pauvres en centre-ville de Poitiers et les articles infâmes de *La Nouvelle République*. À l'heure où nous bouclons, il est toujours en garde-à-vue.

### Les gays bientôt autorisés à donner leur sang en France

Alors que les homosexuels hommes sont jusqu'à présent exclus des dons du sang en raison d'un risque considéré comme « accru de contamination par le virus du sida » (VIH), le gouvernement envisage de bientôt les autoriser à donner leur sang.

# Chronique néphrétique

## Donc, préparons les prochaines élections

– **IL EST FOU!** Les législatives 2012 viennent de s'achever et il veut préparer les prochaines ? Qu'est-ce qu'il fait dans les colonnes du *Monde libertaire* ?

– Euh... de la politique, non ? Alors on présente qui aux prochaines présidentielles ? On se fait des primaires ? Et aux législatives 2017, combien de candidat(e)s pour porter nos idées ? Et aux régionales, aux cantonales ?

– Mais compagnon, t'as rien compris ! Élections piège à cons / Abstention ! / Autogestion !

– Si, si, j'ai compris. Mais il semble que les électeurs ne l'aient pas tous compris, eux. Et comme ce sont eux qui m'intéressent, quoi qu'ils votent ou ne votent pas, que ce sont eux sur qui je compte pour changer les choses, je prépare la suite des événements.

– Tu ne vas pas participer à cette mascarade ? !

– En 1789, tu n'aurais pas participé aux États généraux ?

– Euh... peut-être, mais depuis, nous avons l'expérience de la démocratie bourgeoise, nous n'avons rien à gagner à ce jeu-là.

– D'accord, allez, j'arrête ma provoc, ce que je veux dire, c'est que nous devons anticiper sur les événements, du moins ceux qui font partie d'un calendrier, pour élaborer une stratégie. Nous pouvons imaginer que la situation économique se dégradera dans les mois et années à venir, que la « gauche » ne rompra pas avec ses habitudes gestionnaires, qu'elle se discréditera aux yeux de nouvelles générations. Certains n'attendent que cela pour apparaître tels des sauveurs. Nous savons que d'autres élections auront lieu. Qu'ils les utiliseront pour cristalliser à leur profit le mécontentement. Nous savons cela d'avance. Donc on fait quoi ? Quelle alternative ? Avec qui commençons-nous à l'élaborer, comment nous adressons-nous à tous ceux qui peuvent se retrouver dans la dénonciation des inégalités, la trahison des politiciens, l'urgence de produire, de consommer, de vivre en société autre-

ment ? Quels autres modèles démocratiques mettons-nous en avant, expérimentons-nous ? Il s'agit d'être, osons le mot : pédagogue. Chaque événement, chaque lutte, chaque erreur, etc., deviennent des occasions de marquer des points, d'éclairer les rouages du système, de dévoiler ses faces cachées. Et les élections en font partie. Le monde des militants paraît parfois intemporel, quand les principes se figent en dogmes, et les postures immobilisent la pensée. Je me souviens d'une organisation trotskiste qui, au nom des futurs États-Unis socialistes d'Europe, se refusait à dénoncer les traités de Maastricht et suivants pour ne pas faire le lit du nationalisme, du souverainisme. Ou qui défendit jusqu'à la fin les acquis de l'État ouvrier bien que dégénéré de l'URSS... Ne sourions pas, nous avons tous notre lot de schémas qui obscurcissent la compréhension des événements en cours. Et ce sont ces schémas qui nous empêchent d'influencer les gens, ceux qui font partie du monde qui bouge. Et qui se refusent à monter dans un radeau qui fait du surplage. Donc, on présente quoi aux prochaines élections ?

– Tu recommences !

– Non ! Tu crois quand même pas que je veux que l'on aille mendier 500 signatures pour présenter un ou une candidate... J'ai dit : « On présente quoi ? » Comment on utilise les élections pour prouver qu'un autre fonctionnement est possible ? Comment on oppose à leurs calculs un idéal, des pratiques, des interventions, médiatisées, qui prouvent à la fois leur petitesse, leurs trahisons, les intérêts qu'ils défendent ? Comment arrive-t-on à les ridiculiser, eux, à perturber leurs scénarios, à les déstabiliser, et à apparaître nous comme porteurs d'idées autrement plus rationnelles, efficaces et démocratiques ? C'est maintenant que nous devons y réfléchir, alors que les souvenirs électoraux sont encore dans nos mémoires. Je collecte vos critiques et idées. Écrivez à [Rodkol@net-courrier.com](mailto:Rodkol@net-courrier.com)

Rodkol

## Brèves de combat

### Nouveau projet de loi sur le harcèlement sexuel

Le nouveau projet de loi sur le harcèlement sexuel prévoit deux formes de harcèlement et deux types de sanctions. La première forme, punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende, consiste à «imposer à une personne, de façon répétée, des gestes, propos ou tous autres actes à connotation sexuelle soit portant atteinte à sa dignité, en raison de leur caractère dégradant ou humiliant soit créant pour elle un environnement intimidant, hostile ou offensant». La seconde situation, «est assimilée à un harcèlement sexuel», le fait mentionné dans le premier cas qui, «même en l'absence de répétition, s'accompagne d'ordres, de menaces, de contraintes ou de toute autre forme de pression grave accomplis dans le but réel ou apparent d'obtenir une relation sexuelle». Dans ce cas de figure, les faits seraient punis de deux ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende. Pour Marilyn Baldeck, de l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail a jugé le texte compliqué: «Une véritable usine à gaz.» À suivre...

### Des nouvelles de Chefresne

Les cinq personnes placées en garde à vue, dont le maire Europe-Écologie-Les-Verts de la commune, sont ressorties. Elles avaient tenté, avec une trentaine de personnes, de bloquer les travaux de construction de la ligne THT (Très Haute Tension) Cotentin-Maine. Pour autant, selon un camarade FA de la région: sur le terrain, la lutte continue!



# Solidarité avec Fouad (CNT)

**AU PRINTEMPS 2006**, le gouvernement UMP de De Villepin tentait d'imposer à la jeunesse et aux travailleurs. Le CPE (Contrat de première embauche), véritable outil de précarisation et de flexibilité du travail, énième réforme destinée à assouvir les velléités de profits du patronat.

Cette année-là, le mouvement de protestation n'avait pas tergiversé. Au départ des grands campus universitaires, le mouvement s'était rapidement étendu à l'immense majorité des universités du pays, avant que les lycées, eux aussi, ne se mobilisent dans la grève et les blocages. Mais très vite, ce sont les salariés et les organisations ouvrières qui avaient rejoint la rue pour combattre cette réforme antisociale. Travailleurs et travailleuses en grève, parfois reconductible, dans le privé comme le public, avaient alors mené une lutte acharnée, multipliant pendant des mois manifestations, piquets de grève et actions de blocage économique.

Le 30 mars, suite à une action émanant de l'assemblée générale du campus du Saulcy à Metz, environ 1 000 personnes (étudiants, lycéens, salariés) avaient occupé, durant plus de deux heures, les voies de la gare SNCF. Malgré la totale réussite et l'aspect pacifique de cette action, et alors que le cortège s'était retiré de la gare sans violences ni dégradations, le préfet de Moselle avait ordonné une violente charge policière contre les manifestants. Toujours sur ordre du préfet, une seule et unique interpellation avait eu lieu: celle d'un militant de la section universitaire de la CNT de Metz, Fouad.

En janvier 2012, la cour d'appel de Metz le condamnait définitivement, au pénal, à 500 euros d'amendes plus 500 euros de frais de justice, sous prétexte d'avoir été «le meneur de la bande»! Au delà de cette insulte faite aux étudiants en lutte, dans le cadre du procès à venir au civil, c'est près de 40 000 euros que réclame aujourd'hui la SNCF à notre camarade! Pourtant, le retrait de ce projet de loi, quelques jours plus tard alors que les actions des travailleurs et des travailleuses se multi-

pliaient partout dans le pays, était venu acter la justesse et la légitimité de ce combat contre la précarité et la casse sociale qui visaient en premier lieu la jeunesse.

Il ne fait aucun doute à nos yeux que cette condamnation et les poursuites toujours en cours à l'égard de notre camarade s'apparentent à une inadmissible répression du mouvement social et syndical. En effet, si la CNT l'a subie ce jour-là à Metz, c'est bien l'ensemble des organisations syndicales et des travailleurs en lutte qui – en cette année 2006 comme lors de tous les combats pour la justice sociale ces dernières années (LMD, LRU, réforme des retraites, destruction des services publics et notamment de l'éducation) – a subi une répression judiciaire ou hiérarchique insupportable: mutations forcées, licenciements, mises à pieds, amendes, prison, etc. Tandis que le PS se targuait d'être l'opposition aux réformes de la droite, ce sont bien les travailleurs en lutte qui ont payé le prix de leur engagement!

Aujourd'hui au pouvoir, il est temps pour Hollande et son parti «socialiste» d'assumer!

La CNT-FTE appelle l'ensemble des organisations et des individus, syndiqués ou non, attachés à la défense de nos valeurs de justice sociale, de solidarité et de liberté à apporter leur soutien à notre camarade Fouad Harjane, et à appuyer la légitime revendication d'une amnistie généralisée, et rétroactive sur dix ans, de tous les condamnés du mouvement social.

À ce titre, elle rappelle également à la ministre et candidate PS de la première circonscription de Moselle, Aurélie Fillipetti, qu'elle s'est engagée auprès des militants de la CNT Moselle, qui l'ont interpellée vendredi dernier à l'occasion de son meeting de campagne, à se «renseigner» auprès du conseil des ministres au sujet de cette revendication. Face à la répression, la solidarité est notre meilleure arme!

CNT-FTE

# Marre (de parler) des élections en France !

**PENDANT QU'ON NOUS DIT** que la démocratie blabla les élections blabla ou, inversement, que les élections piège à cons blabla, et qu'on nous raconte la fable selon laquelle un petit coup de grève générale règlera tout ça, il se passe des trucs bien glauques ici et là. Énormément de motifs de révoltes, de dégoûts, de colères, de critiques, alors qu'on ne peut en choisir qu'un microscopique et partial échantillon...

## Le Chili se dégueule dessus

Un documentaire à la gloire de Pinochet a été projeté le 10 juin dans un théâtre de Santiago. Les nostalgiques du dictateur s'étaient rassemblés à cette occasion à l'appel de la Corporation 11-Septembre, pestilentiel ramassis d'adorateurs du putschiste de 1973. L'Association des proches des détenus disparus a demandé l'interdiction de ce rassemblement. En vain. C'est pourquoi elle a organisé une manifestation de protestation devant le théâtre de cet attentat contre la mémoire des victimes de la dictature. Lances à eau et lacrymos de la police ont « accueilli » cette initiative salutaire. Les articles que j'ai consultés reprennent bêtement une dépêche AFP, laquelle insiste lourdement : « Des manifestants cagoulés se sont opposés aux forces de l'ordre, armés de pierres et de bâtons. La police, qui avait déployé des moyens importants pour empêcher toutes violences, a pour sa part recouru à du gaz lacrymogène et à des lances à eau. » La police a donc eu pour rôle de protéger les pinochétistes. Résultat : quatorze policiers blessés. C'est déjà ça.

Cette Corporation 11-Septembre est l'excroissance grotesque et outrancière d'un mouvement beaucoup plus large et diffus, celui de la conjugaison tacite des aspirations à des formes « fascistes » de gouvernement et du libéralisme sauvage telle qu'il a été implanté dans le Chili de Pinochet par les Chicago Boys<sup>1</sup>. Après toutes ces années, les diktats économiques et sociaux de ces propagandistes de l'infâme cuisent et recuisent dans les vieilles gamelles de l'histoire, et partout surgit le risque de nous les faire ingurgiter de force.

## Le niveau baisse

Puisque l'on vient de parler des États-Unis et de son influence, notons qu'en novembre les citoyens de ce pays vont élire leur nouveau président, avec une probabilité non négligeable qu'ils accordent le pouvoir à l'une des forces réactionnaires les plus inquiétantes du moment : le Parti républicain, en l'occurrence via sa marionnette Mitt Romney, membre de l'Église de Jésus-Christ des saints des derniers



Répression de la manifestation contre l'hommage à Pinochet, le 11 juin dernier.

jours (les mormons). Comme le dit l'historienne des religions Laurie F. Maffly-Kipp : « Ce qui ressort le plus clairement de son mandat comme gouverneur du Massachusetts et comme président de Bain Capital, la société d'investissements qu'il a fondée à Boston, c'est que Romney apporterait à la Maison Blanche un style de gestion contrôlé et précis, un style étroitement calqué sur le mode de vie hiérarchique au sein de l'Église mormone. Ayant été évêque et président d'un pieu de l'Église (un pieu est analogue à un diocèse), Romney a appris ce que c'est que diriger au sein d'une bureaucratie. »

Certes, il n'est ni le plus fanatique ni le plus débile des républicains. Reste qu'il sera flanqué sur sa droite de ces fanatiques et de ces crétins, le Tea Party, les libertariens, les intégristes chrétiens, j'en passe et des pires. Les États-Unis sont majoritairement rétrogrades en matière de mœurs et de croyances. Dans un domaine que je connais, celui du créationnisme<sup>2</sup>, une étude d'opinion de juin 2012 par l'Institut Gallup<sup>3</sup> atteste l'état de sous-développement intellectuel de la première puissance mondiale.

Quarante-six pour cent des États-Unis affirment croire que Dieu a créé les humains dans leur morphologie actuelle et ce, il y a moins de 10 000 ans. L'étude indique que la prévalence de cette croyance est quasiment inchangée depuis trente ans (c'est dire les ravages « mentaux » du reaganisme et des Bush durant cette période). Cette conception correspond au type le plus primitif de créationnisme, c'est-à-dire à une lecture quasi littérale de la Bible. Trente pour cent pensent que l'Homme a certes évolué, mais selon un projet

divin. Cette position relève de ce qu'on appelle le dessein intelligent (Intelligent Design), forme plus élaborée et plus hypocrite de créationnisme. Seuls 15 % adhèrent à la conception scientifique de l'évolution humaine. Bref, les trois quarts des adultes états-uniens croient à l'intervention d'un créateur divin dans l'apparition des êtres humains. Bien entendu, ces résultats sont corrélés à un indice crucial, le taux de fréquentation des offices. Or, plus un individu fréquente les lieux de culte, plus est probable sa proximité avec le Parti républicain (on note cependant que la différence avec le Parti démocrate n'est pas importante). L'étude note qu'en trente ans ces chiffres n'ont varié que marginalement ; l'Amérique, bien que scientifiquement avancée, reste un pays durablement enfoncé dans la fangeuse ornière de la déraison religieuse.

## Des médias contre l'information

Pendant que les États-Unis déploient en leur sein des forces réactionnaires inouïes, pendant que la Grèce et l'Espagne sombrent (pour ne parler que de ces deux pays exsangues), pendant les plans de licenciements (abusivement dits plans sociaux dans le boniment euphémisée technocratique), pendant les manœuvres de l'UMP qui s'avilit de plus en plus au contact du FN sans en avoir (trop) l'air – malgré Morano, après Longuet, à la une de Minute –, les médias de masse (télévision et radio) ressassent jusqu'à la nausée les minables turpitudes des élus ou des éligibles : des heures de commentaires oiseux sur la photo officielle du président ; sur une ministre portant un jean

pour se rendre au Conseil des ministres, offensant ainsi, selon ces inutiles portefaix de la futilité, l'élégance française et la dignité de la fonction; sur la «première dame de France» qui «twitte»; sur le fait de savoir si elle a le droit de rester journaliste (les journalistes de cour donnant des leçons de morale et de bien-séance!); sur Ségolène Royal, conaissime excédent de bagage du socialisme français s'autoproclamant victime sacrificielle de la politique-spectacle!!! Etc.

Le volume horaire des commentaires et reportages consacrés à ces fadaises excède de très loin celui des reportages sur la situation de l'emploi, sur la détresse des pauvres ou des futurs pauvres, sur les rares embellies syndicales ou déconvenues patronales (Goodyear Amiens-Nord, par exemple) ou encore, pour voir loin, sur les questions climatiques, énergétiques et écologiques – pourtant d'une importance cruciale. Il ne sera pas question, dans les JT, les Mots Croisés, les C dans l'air et autres «politic show» télévisuels, de ce qui se passe dans les fermes-usines du sud de l'Espagne et du Maghreb – relaté avec assiduité par Ramón dans *Le Monde libertaire* – ou des exactions de la dictature biélorusse. (Pendant que les riches décérébrés jouent à la baballe en Pologne-Ukraine, dans le silence médiatique de la prostitution engendrée par cette compétition.) Les exemples abondent. Déferlent. Débordent. C'en est obscène. C'est à une presse collaborationniste que nous avons affaire, non pas bien sûr qu'elle adhère à une idéologie pétainiste, mais parce qu'elle s'abandonne au ragot et au persiflage à propos de l'insignifiant. Elle édecte le bon droit journalistique. Elle prescrit (qui parle) et proscriit (qui ne parle pas et de quoi on ne parle pas). Elle aime le bon sens et s'en réclame, là où il faut des compétences et des savoirs affirmés. Elle se dit ainsi proche du peuple, qu'elle méprise pourtant. Ainsi elle collabore à la permanence du pouvoir politique tout en

autoentretenant sans discussion possible les conditions de ses choix éditoriaux les plus indigents ou les plus dilatoires. Elle collabore à l'entreprise de fabrication du consentement ou de l'indifférence au monde, à celle de l'évacuation de la possibilité même d'agir. C'est une collaboration à bénéfice mutuel: autolégitimation des médias et légitimation réciproque des médiocrates et des médiatisés. Vase clos du néant et de la boursoflure égotique. Ils font croire (la formation de l'opinion) justement parce qu'eux-mêmes sont crédules et soumis à leurs propres insuffisances. C'est une collaboration des forces de l'imprécision et de la cuistrerie qui parcourent le champ médiatico-politique, là où la dilution de l'idée même de recherche du vrai est constante.

Le physicien Étienne Klein, dans un discours accompagnant la récente remise d'un prix à Stéphane Foucart et Sylvestre Huet, deux journalistes scientifiques compétents ayant travaillé sur les imposteurs climatiques, au premier rang desquels on trouve Claude Allègre (c'est pour cela que la télé ne les invite jamais, préférant ce dernier, les Bogdanov et autres charlatans), s'émeut de cette situation: «[...] Dans [l]es régimes [totalitaires], ajoute Orwell, même la science n'est plus invulnérable aux attaques idéologiques, et la notion d'information objective perd de son sens: l'histoire se trouve réécrite en fonction des besoins du moment, et les découvertes de la biologie ou de la physique peuvent elles aussi être niées si elles sont jugées inappropriées. Lorsqu'il advient, un tel état des choses constitue ce qu'on pourrait appeler le "triomphe cognitif du totalitarisme": on ne peut même plus l'accuser de mentir puisqu'il a préalablement réussi à abroger l'idée même de vérité...»

Il y a quelque temps, je pensais encore que ce danger ne menaçait que les pays totalitaires. Mais certains épisodes récents, aux États-Unis ou en Europe, m'ont provisoirement fait douter – par exemple la vraie-fausse controverse sur le changement climatique – car ils venaient illustrer au sein même des

sociétés démocratiques la nouvelle fragilité du discours scientifique, sous l'effet conjoint de deux phénomènes: d'une part, la vérité scientifique peut se trouver victime de ce que le philosophe Alexandre Koyré [dans *Réflexions sur le mensonge*, 1943] appelait des «conspirations en plein jour», c'est-à-dire des mensonges publiquement assésés; d'autre part, il semble que nous soyons prêts à user de toutes sortes de stratagèmes pour ne pas accorder de crédit à ce que nous savons, surtout si les implications intellectuelles ou pratiques de ces savoirs nous dérangent ou nous chagrinent...»

Ces propos au sujet de la société du Spectacle de la «science» sont totalement transposables à tous les secteurs de la pensée et de l'action: l'économie, le social, les alternatives politiques, etc.

**Marc Silberstein**

Groupe Louise-Michel  
de la Fédération anarchiste

1. Économistes chiliens formés à partir des années 1950 via un partenariat avec l'université de Chicago, dont le département d'économie était dirigé par le théoricien ultralibéral Milton Friedman. Ils furent les valets qui permirent au Chili de la junte militaire de devenir un «terrain d'expérimentation» pour les options économiques les plus sauvages issues de la doctrine du «laissez-faire» (la dérégulation totale, la privatisation intégrale des services publics, la suppression des syndicats, etc.). Ce qui est souvent oublié quand on les évoque, c'est que ce partenariat avec l'université de Chicago fut établi... avec l'université pontificale catholique du Chili.

2. Le créationnisme est un corps de doctrines philosophico-religieuses stipulant que l'univers et les êtres vivants ont été créés par une puissance divine.  
3. Sur un échantillon aléatoire de 1024 adultes répartis dans les cinquante États. Marge d'erreur de  $\pm 4$  points.

## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



# Les bidasses à l'école

## Bourrage de crâne militariste et républicain

UN ARTICLE aussi consternant qu'instructif est sorti aujourd'hui dans la presse régionale, relatant l'intervention au lycée Victor-Hugo de Poitiers... de trois galonnés (deux de la 9<sup>e</sup> brigade légère brigade d'infanterie de marine, un de l'état-major de la légion de gendarmerie).

Précisons que cette intrusion de l'armée française au lycée Victor-Hugo de Poitiers s'est faite à l'initiative... d'un professeur d'histoire-géographie et d'éducation civique du lycée. Ce fonctionnaire zélé justifie cette horreur par le «programme». S'il est vrai que l'évolution des programmes d'histoire-géographie et d'éducation civique est toujours plus réactionnaire, il y a tout de même une différence entre enseigner le rôle de l'armée française (qui devrait être condamnée par toute personne ayant ne serait-ce que quelques notions d'histoire sociale) et inviter des bidasses à faire de la pub pour leur sale besogne auprès d'élèves!

Passons sur le «rappel historique» du journaliste, sur les «attentats du 11-novembre» 2001 (sans doute voulait-il parler du 11 septembre 2001...) qui auraient justifié l'intervention en Afghanistan. Ha, ha, ha.

L'éducation militaire civile au service de l'État, ça donne aussi de magnifiques phrases d'un cynisme achevé. Sur la mission de tuer des êtres humains si le gouvernement l'ordonne, qui est l'essence même du militaire : «Au bout du bras du soldat, c'est la France.»

Nous ne donnerons pas tort à ce propos du bidasse. En effet, l'État français s'est historiquement construit... au bout du bras du soldat! Par des conquêtes, des massacres, des pillages, des expropriations de paysans et la mise des populations sous coupe réglée de l'État, avec le racket de l'impôt. C'est ainsi que se constitue tout État (et, pourrait-on ajouter, ainsi que s'initie aussi la mise en circulation de la monnaie).

À la question «Qu'est ce qu'une violence légitime?», un lieutenant-colonel enfonce le clou, en répondant que «l'État a le monopole de la violence légitime».

Là aussi, on n'aurait pas dit mieux. Nous ne savons pas si le professeur d'histoire-géographie a rappelé quelques glorieux faits d'armes de l'armée française, comme en Algérie ou encore au Cameroun à l'époque des guerres de décolonisation, en Françafrique jusqu'à nos jours...

Nul besoin de rappeler ici aux lecteurs ces crimes de sinistre mémoire, couverts par la «légitimité» de l'État. Le journal *Libération* a d'ailleurs récemment révélé quelques nouvelles boules puantes sur les responsabilités



de l'armée française dans le génocide rwandais, perpétré par l'armée rwandaise (formée par la gendarmerie française depuis 1975). L'État génocidaire rwandais aurait possédé quinze missiles Mistral au moment du déclenchement du génocide. De plus, le capitaine Paul Barril aurait été présent au moment de l'attentat contre Habyarimana en 1994, déclencheur du génocide.

Les trois militaires venus vanter les mérites de l'armée aux lycéens rappellent cyniquement que l'État se définit par le monopole de la violence armée, et qu'il la justifie toujours en se construisant une «légitimité». Cette légitimité est fondée sur la construction d'un «droit» (dont le pilier est la protection armée de l'accaparement bourgeois des moyens de production). Sur les «droits de l'homme» (et surtout de l'homme riche, puisqu'ils légitiment la propriété et sa défense armée). Sur les institutions interétatiques (mettant le monde entier sous la coupe du capitalisme).

À celles et ceux qui s'indigneraient encore de la présence de bidasses dans l'enceinte d'une école, rappelons quelques éléments historiques.

L'école d'État, celle du raciste colonialiste Jules Ferry, par ailleurs bourreau des communards, a été notamment fondée dans le but d'enterrer l'éducation populaire florissant dans le mouvement ouvrier, encore imprégné de l'expérience de la Commune de Paris. Jules Ferry avait ainsi justifié son projet devant le conseil général des Vosges, en 1879 : «Dans les écoles confessionnelles, on exalte l'Ancien Régime et les anciennes structures sociales. Si cet état de choses se perpétue, il est à craindre que d'autres écoles se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes inspirés d'un idéal

socialiste ou communiste emprunté, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871. Non, n'en déplaise aux sophistes de la liberté à outrance, le remède qui consiste à opposer aux menées de l'Internationale noire celle de l'Internationale rouge n'en est pas un : ce serait la fin de la France, ce serait la liberté de la guerre civile.»

Et voici les objectifs de l'école d'État que Jules Ferry se montre satisfait de voir accomplis, en 1889 devant l'Assemblée nationale : «Le parti républicain a voulu trois choses : d'abord, il a voulu refaire l'armée; puis, refaire le gouvernement sur les bases du suffrage universel, c'est-à-dire la République. Mais il a voulu aussi refaire l'âme nationale par l'école nationale. Nous estimions qu'il n'y a pas de rénovation sociale, de rénovation nationale, il n'y a pas même de rénovation militaire sans une grande rénovation morale. Et cette rénovation morale, nous avons voulu la faire par l'école.»

Voici enfin une adresse de Jules Ferry aux enseignants de la Sorbonne, en 1892 : «Vous n'êtes pas seulement, messieurs les professeurs, des maîtres de langue, d'arithmétique ou de technologie, vous êtes, vous devez devenir des éducateurs. [...] Oh! Alors ne craignez pas d'exercer cet apostolat de la science, de la droiture et de la vérité, qu'il faut opposer résolument, de toutes parts, à cet autre apostolat, à cette rhétorique violente et mensongère, [...] cette utopie criminelle et rétrograde qu'ils appellent la guerre de classe.»

Jules Ferry était le chantre de l'armée républicaine, celle qui massacra les révolutionnaires et les populations colonisées. Et le chantre de l'école d'État.

Cette école de Jules Ferry n'est pas notre école et ne le sera jamais.

Juanito

Groupe Pavillon noir  
de la Fédération anarchiste

# Solidarité avec les anarchistes biélorusses



**LE DERNIER APPEL** à la solidarité avec les anarchistes biélorusses est paru il y a déjà quelques temps. Aujourd'hui, il nous faut admettre qu'une nouvelle vague de solidarité est nécessaire, de manière urgente, afin de les aider à sortir de prison. C'est pour cela que nous vous demandons de participer aux journées d'actions de solidarité avec les prisonniers politiques biélorusses, du 30 juin au 2 juillet. Les activistes Alinevich, Mikalai Dziadok, Artsiom Prakapenka, Pavel Syramolatau, Aliaksandr Frantskievich, Jauhen Vas'kovich ont été arrêtés à l'automne 2010 avant d'être condamnés, en mai 2011, à des peines allant de trois à huit ans de prison. Ils finissent donc leur deuxième année de détention. Pendant ce temps, leurs camarades et leurs familles ont fait de leur mieux pour améliorer leurs conditions de vie et tenter de les faire libérer. En octobre 2011, les organisations de défense des droits de l'homme leur ont octroyé le statut de « prisonniers politiques », ce qui a augmenté leurs chances d'être libérés plus rapidement. En effet, le président du Bélarus, Alexander Lukashenko, fait face aux pressions de l'Union européenne qui exige la libération et la décri-

minalisation des prisonniers politiques. Il en a pardonné plus de 30 depuis août 2011, mais aucun de nos camarades n'a eu ce privilège. Lukashenko a affirmé publiquement qu'il ne pardonnera que ceux qui signeront le recours en grâce, admettant ainsi leur culpabilité et implorant sa pitié. Les autres resteront en prison. Deux camarades, Mikalai Dziadok et Aliaksandr Frantskevich, ont déjà eut l'opportunité de signer en août 2011 et ont refusé. Il reste 13 prisonniers politiques au Bélarus, dont 5 de nos camarades, le sixième étant emprisonné pour une action en solidarité avec eux. Nous sommes certains qu'aucun ne demandera à être pardonné, car c'est inimaginable tant pour un anarchiste que pour n'importe quel être humain qui se respecte.

Tous les prisonniers font face à différentes pressions de la part de l'administration pénitentiaire : transferts d'une institution à l'autre, privations de colis de nourriture, privations ou réductions de parloirs, privations d'appels téléphoniques, retards et saisies de courriers, mises en isolement, transferts vers des établissements haute sécurité, etc.

Lukashenko tient à sauver la face en prétendant que ce n'est pas l'UE qui le force à libérer les prisonniers politiques par peur de sanctions politiques et économiques, mais qu'il fait simplement preuve de mansuétude à condition qu'ils en fassent la demande. Nous dénonçons clairement le fait que nos camarades soient échangés pour des récompenses de l'UE et condamnons les pressions auxquelles ils font face. Nous appelons tout le monde à manifester contre ces tortures et exigeons la libération immédiate de tous les prisonniers politiques biélorusses, y compris les anarchistes.

Nous appelons à toute sorte d'actions de solidarité à partir de maintenant, afin d'en accumuler le plus possible d'ici juillet. Si c'est possible, des actions de solidarité mensuelles – y compris après juillet – permettraient de maintenir une pression constante sur le régime et les politiciens européens. Lançons une vague inarrêtable d'actions à travers le monde, jusqu'à la libération de nos camarades!

**Anarchist Black Cross Belarus**

# Exploitation sans frontières

ON S'EN ÉTAIT DÉJÀ APERÇU, la crise a bon dos en Espagne comme ailleurs. Coupes budgétaires dans les services publics, licenciements, baisse des salaires, des indemnités, des pensions, expulsions des logements quand les emprunts ne peuvent plus être remboursés... Les banques en difficulté (les pauvres!) se font renflouer par les États ou leurs organismes (BCE...) et pendant qu'elles jouent à qui perd gagne, la population se débat au quotidien pour vivre (ou plutôt survivre) et parer comme elle le peut les coups du capitalisme pur et dur. En Andalousie, le patronat a depuis longtemps recours autant que possible aux délocalisations<sup>1</sup> sans pour autant renoncer à exploiter sur place une main-d'œuvre immigrée corvéable à merci. Nous avons déjà consacré plusieurs articles à ce sujet dans les colonnes du *Monde libertaire*, et une fois de plus les ouvriers agricoles de la région d'Almería se rappellent à notre souvenir. Les dernières grèves étaient surtout animées par le SOC-SAT<sup>2</sup>; Spitou Mendy, son porte-parole à Almería, nous informe des

dernières pratiques en cours dans les entreprises agricoles de la région, qui consistent à licencier les travailleuses accumulant ou risquant d'accumuler plus de cinq ans d'ancienneté. Deux multinationales se sont distinguées dans ce genre de procédures, la première, New England Growers, a récemment licencié quatre travailleuses marocaines au motif qu'elles auraient commis des erreurs dans le conditionnement de fruits et légumes destinés à l'exportation (et tant pis si les ouvrières en question ne travaillaient pas dans le secteur conditionnement, mais à la récolte de ces fruits et légumes!). La seconde, que nous connaissons bien<sup>3</sup>, est Biosol Portocarrero, qui elle aussi a tenté de licencier des travailleuses également marocaines, mais a été forcée de les réintégrer grâce à l'action du SOC. Toutefois, si ces travailleuses ont récupéré leur emploi, elles n'ont pas récupéré le salaire correspondant à leur poste. Le marché qui leur est mis en mains est très clair: pour bénéficier des mêmes avantages que leurs collègues effectuant le même travail, elles doivent quitter le syndicat et renoncer à toute revendication ultérieure!

Face à cette situation, pour dénoncer tous les autres abus que subissent les travailleurs immigrés d'Almería, le SOC a organisé un rassemblement devant le siège d'Asempal, l'organisme patronal regroupant les entreprises – toutes activités économiques confondues – de la province d'Almería. Détail intéressant, le SOC a été rejoint dans cette initiative par le mouvement du 15 M (Indignés d'Almería), et appuyé par la CGT



espagnole (anarcho-syndicaliste) et l'Ustea (Union syndicale des travailleurs andalous); à noter aussi que le 12 mai, journée internationale des Indignés, ces derniers avaient reçu en Andalousie l'appui de la CNT, de la CGT, du SOC d'Ustea et du CO.BAS (comités de bases).

Ce rassemblement devant le siège d'Asempal a donc été une démonstration unitaire, rappelant au patronat que les effets de la crise et l'instabilité des prix de la filière fruits et légumes ne justifient en aucune manière les licenciements massifs et le turnover constant des travailleurs, permettant aux employeurs de maintenir une pression sur ceux-ci, et de leur faire accepter des conditions de travail et des salaires bien en dessous de ce qui est prévu par la législation du travail (qui est déjà la moins protectrice d'Espagne pour les salariés).

Les syndicats ont dénoncé le harcèlement exercé par les employeurs sur leurs salariés pour les détourner des syndicats et les empêcher de créer des sections d'entreprises.

La province d'Almería voit se développer sans cesse des concentrations de terres aux mains de méga-entreprises (espagnoles ou étrangères). Entreprises qui n'hésitent pas dans le même temps à délocaliser au Maroc pour profiter du prix encore plus bas de la main-d'œuvre et des conditions sociales plus défavorables, et ceci évidemment dans le but de faire encore plus de bénéfices.

Raté chez New England Growers et Biosol Portocarrero où le SOC a réussi à obliger les dirigeants à transformer les emplois précaires en emplois fixes et à accepter la créa-

tion d'une section syndicale. Dans la foulée, le SOC a organisé une manifestation à Madrid devant le siège du Parti socialiste ouvrier espagnol (qui dirige toujours le gouvernement andalou). Manifestation là aussi unitaire avec la CNT et la CGT en soutien aux travailleurs agricoles chassés de la finca de Somonte<sup>4</sup> qu'ils occupaient et exploitaient collectivement, alors que le PSOE a choisi, lui, de vendre aux enchères ce bien public à des intérêts privés. Gouvernants de gauche ou de droite, les intérêts sont toujours des intérêts de classe, et ceux des travailleurs sont continuellement bafoués par les politiciens qui prétendent les représenter. Donc pas grand-chose à attendre de ce côté-là, mieux vaut investir dans les luttes.

Un dernier pour la route: au cours d'une conférence de presse, la CGT espagnole a lancé un appel à toutes les autres centrales syndicales, qu'elles soient révolutionnaires ou institutionnelles, en vue d'organiser cet automne une grève générale à l'échelon national. D'ici là, ce n'est pas la tourmente provoquée par le désastre financier de Bankia (et d'autres banques) qui risque de rassurer l'opinion et d'éteindre les foyers de révolte.

**Ramón Pino**

Groupe Salvador-Seguí  
de la Fédération anarchiste

1. Voir *Le Monde libertaire* n° 1675 et 1676.

2. SOC-SAT: Syndicat des ouvriers agricoles-Syndicat andalou des travailleurs.

3. Voir *Le Monde libertaire* n° 1633.

4. Voir *Le Monde libertaire* n° 1666.

# Obsolescence de la **prison**



Cercle libertaire Jean-Barrué

**IL A TUÉ, ELLE A VOLÉ**, il a torturé, elle a blessé, il a détruit des biens, elle a avorté, il a contrevenu aux bonnes mœurs sexuelles, elle a transgressé en dehors des clous de la normalité, il a désobéi à la loi militaire, elle a escroqué, il a transgressé la loi sociale, elle a renversé par mégarde un enfant avec son véhicule, il a usé de drogue, elle n'a pas soigné son bébé correctement, il a publié des idées interdites, elle a empoisonné ses proches, etc.

La prison ou un enfermement quelconque plus ou moins long sanctionne très souvent ces délits; la prison, par la loi qui condamne, exprime en quelque sorte ce que doit être la normalité sociale; la prison prétend être une limite, provisoire ou perpétuelle, à la puissance sans frein de l'être humain; la craindre, la prison, préviendrait du désordre et maintiendrait les règles.

Si on emprisonne encore aujourd'hui, on n'exécute plus sur la place publique car, en France, la peine de mort est abolie; ce qui n'est pas le cas dans de nombreux autres pays. Guillotine au rancart, certes, mais transformée chez nous en une longue et sèche agonie carcérale. Et, rappelons-le avec insistance, quand un condamné entre en cellule, c'est aussi un peu sa famille, ses enfants et ses amis qui partagent son internement.

La pluralité des délits et la diversité des prisonniers, qui va des «politiques» de toute sorte aux droits communs les plus variés, conduisent les familles et les proches de l'extérieur à diversifier leur solidarité et leur soutien, à moduler l'accompagnement des emprisonnés.

Cependant, si l'on veut prolonger une réflexion sur ces questions, il s'agira de ne pas être trop angéliques et trop naïfs, et de reconnaître qu'il y a des déviants dangereux, et qu'il faudra les maintenir, fermement, le temps nécessaire à les rendre inoffensifs; on devra donc les maîtriser en attendant un retour au calme, les maîtriser sans heurts excessifs.

Car une autre réalité devra être énoncée: le prisonnier ne peut jamais être réduit à sa «faute».

Pour autant, après le meurtre, après le vol, après le délit, etc., une fois que le mal aura été accompli – mal ou ce que l'on nomme comme tel –, et que l'on ne pourra plus revenir en arrière, il s'agira d'imaginer, d'inventer d'autres façons de faire pour retrouver la vie ordinaire, d'autres pratiques que l'emprisonnement qui désespère.

Si l'essentiel consiste à rétablir un équilibre rompu, quelles seront les autres possibilités à proposer? Nous savons que notre inventivité à gérer les écarts de conduite et les conflits montre surtout une pauvreté d'imagination, révèle notre impuissance à innover.

Parce qu'il sera d'abord demandé au «coupable» de rendre des comptes à ses égaux devant qui il sera entendu en jugement; car il faudra donner des mots au mal, l'expliquer autant que possible – le manque d'expression orale est souvent la cause du passage à des actes répréhensibles –; il faudra que le «coupable» dédommage les victimes dans la mesure où on voudra tenter de réparer ce mal, qu'il compense, parce que, dans la

société, il y a comme un contrat implicite, un contrat de bon comportement entre les humains.

Le prisonnier devra donc, pour faire retour à la situation antérieure, tenter, si possible, une réhabilitation, une sorte de rachat social aux yeux des autres, après avoir calmé leur colère et apaisé le scandale ressenti. Or un prisonnier a rarement honte de ce qu'il a fait et il n'a pas souvent non plus de regrets; si ce n'est celui de s'être fait prendre... Le contrat implicite, c'est qu'une certaine justice doit régner entre les humains, pas n'importe quelle justice, certes. Par exemple, pas la justice actuelle qui est surtout une justice de classe, une justice de riches; oui, il n'y a qu'à constater que c'est une majorité de pauvres, de malades, de malchanceux, qui peuplent les prisons. Les riches, les puissants y échappent presque toujours; ils ont les moyens de détourner les coups.

Mais nous dirons aussi qu'une justice directe et populaire risquera d'être plutôt brutale, expéditive, ressemblant moins à une justice qu'à une vengeance sociale ou personnelle. Les victimes, ou leurs proches, dans la colère, quand elles le peuvent, demandent sanction et punition; elles demandent surtout réparation, par des indemnités financières, par la prison, par la mort, par la volonté d'équilibrer les souffrances, jadis par différentes tortures effroyables. Or, voit le jour, actuellement, l'idée que la justice devrait plutôt «prendre soin» tant de la victime que de celui ou de celle que l'on nomme «coupable». Car punir, ce n'est pas faire réparation.

C'est souvent se précipiter dans une réplique rapide et quasiment pulsionnelle. D'ailleurs, est-ce que la punition console ? Est-ce que la punition aide la victime ou ses proches à faire le deuil des dommages subis ? Et que recouvre cette expression de journalistes en mal de vocabulaire et dont on nous rebat les oreilles : « Faire le deuil » ?

Pour autant, aujourd'hui, l'institution prison est remise en question car elle n'apporte aucune solution positive ; au pire, elle aggrave les situations : la société civile est donc à la recherche d'une autre justice, d'une justice réparatrice, d'une alternative réparatrice à la prison. Crier, sans plus, avec véhémence : « À bas les prisons ! », soulage et reconforte à moindre frais une bonne conscience humaniste.

À un niveau plus politique – mais il est dit que tout est plus ou moins politique –, dans des pays où les droits humains ont été plus que bafoués, avec des morts à ne plus savoir les compter, en Afrique du Sud, en Espagne pendant la guerre dite civile, au Rwanda et dans différents pays d'Amérique latine, etc., des démarches « de vérité et réconciliation », des actions d'oubli ou de pardon volontaire des actes commis ont été mis en place avec plus ou moins de succès et d'efficacité. Sans prendre suffisamment en compte – c'est une certitude – la souffrance des victimes et souvent sans leur accord. Il s'agissait alors, il s'agit encore, et essentiellement, de maintenir une paix sociale pour continuer de vivre, oui, continuer la vie quotidienne...

Ceux qui tiennent le pouvoir d'État savent que la prison est un instrument efficace pour brimer ses ennemis politiques, mais il arrive également que la prison soit un lieu de combat. Rappelons l'appel du 9 octobre 1909, quand le *Industrial Worker* écrivait : « On recherche des hommes pour remplir les prisons de Spokane. » Oui, c'était le cri des wobblies : « Remplissez les prisons ! », cri paradoxal quand il s'agissait de réclamer la liberté de parole dans la rue. Mais rien n'est simple ; d'autres ont crié : « La liberté ou la mort ! » ; ils préféreraient cette dernière en livrant un dernier combat pour la liberté. Ailleurs, d'autres encore ont dit que l'on pouvait se sentir libre en prison et s'y tenir bien droit quand certains se vouïtent avec le temps sous le poids de la peine à subir. Pierre Martin parlait de la prison comme d'une délivrance (*Réfractaires à la guerre d'Algérie*, d'Erica Fraters, p. 166), mais il s'agissait de passer de l'arbitraire le plus pur à un état de droit.

Si nous évoquons ces différents regards pour réfléchir sur l'enfermement carcéral, c'est moins pour dire et décrire une situation de fait que pour ouvrir l'horizon des possibles, pour poursuivre un débat et le transformer en combat. Et puis, si nous continuons la réflexion, qui dit prison dit en amont police. Voici ce qu'écrivait Pierre Bance dans un article intitulé « *Maintien de l'ordre en anarchie, droit, justice et police libertaires* » (extrait de *AutreFutur.org*). Pour un syndicalisme de base, de lutte, auto-



gestionnaire, anarcho-syndicaliste et syndicaliste révolutionnaire, 22 février 2012) : « L'idéal d'Utopie ne sera probablement jamais atteint ; en attendant, il faut vivre en s'en rapprochant. Même durant le bref été de l'anarchie, en Catalogne, la police ne disparut pas<sup>1</sup>. Il faut donc, pour éviter que ne réapparaissent les travers du droit de la force régaliennne, que les citoyens conçoivent une police différente, une police qui soit leur émanation par élection ou tirage au sort, et qu'ils contrôlent complètement par des mandats précis et la révocabilité<sup>2</sup>. Une police dont la mission sera de ne jamais intervenir quand des solutions pacifiques seront possibles, dont la seule finalité sera la protection de la population contre les faiblesses inhérentes à l'être humain. Évidemment, une délégation de la police aura pour but, comme dans toutes les sociétés, de protéger l'ordre nouveau, serait-il révolutionnaire et anarchiste, contre les agissements de la contre-révolution qui, n'en doutons pas, sera longtemps active et probablement cruelle ; autant dire que, là aussi, les procédures de désignation, de mandat, de contrôle et de révocation devront être drastiques pour éviter les dérapages que connurent les milices lors des révolutions passées<sup>3</sup>. »

Allez, dormez bien car la fenêtre de votre chambre qui donne sur la nuit n'a pas encore de barreaux. **J. B. 33**

1. « Bref été de l'anarchie » par référence au livre de Hans Magnus Enzensberger, *Le Bref été de l'anarchie*. La vie et la mort de Buenaventura Durruti (1975), traduit de l'allemand par Lily Jumel, Paris, Gallimard, « Imaginaire », deuxième édition, 2010, 418 pages. Une curiosité littéraire où la vie de Durruti est racontée par le seul assemblage d'extraits de reportages, discours, tracts, brochures, témoignages, etc. Sur la problématique du pouvoir et de la révolution sociale avant, pendant et après la guerre d'Espagne s'impose, par sa portée générale, le livre de César

M. Lorenzo, *Le Mouvement anarchiste en Espagne: pouvoir et révolution sociale*. Sans avoir besoin de partager les idées et les considérations de l'auteur, tout militant antiautoritaire devrait le lire pour mesurer, selon des circonstances données, la marge qui sépare l'idéal de sa réalisation (Saint-Georges-d'Oléron, Éditions libertaires, deuxième édition revue et augmentée, 2006, 560 p. ; la première édition est parue au Seuil, en 1969, sous le titre *Les Anarchistes espagnols et le pouvoir, 1868-1969*). Le livre, moins personnellement engagé, de François Godicheau, *La Guerre d'Espagne : république et révolution en Catalogne (1936-1939)*, est aussi d'une enrichissante lecture parce qu'il y traite principalement des questions d'ordre, de légalité, de justice, de police notamment au regard des problèmes théoriques et pratiques rencontrés par la Confédération nationale du travail ; par exemple le chapitre V s'intitule : « Construire une justice républicaine contre le désordre révolutionnaire » (Paris, Odile Jacob, « Histoire », 2004, 460 p.). Dans ces ouvrages, on sera étonné de l'efficacité des anarchistes à reconstituer une police dans toutes ses missions, y compris le renseignement.

2. On signalera au passage que le Code de procédure pénale prévoit que, « dans les cas de crime flagrant ou de délit flagrant puni d'une peine d'emprisonnement, toute personne a qualité pour appréhender l'auteur et le conduire devant l'officier de police judiciaire le plus proche » (article 73). Tout le monde connaît aussi le délit de non-assistance à personne en danger de l'article 223-6 du Code pénal : « Quiconque pouvant empêcher par son action immédiate, sans risque pour lui ou pour les tiers, soit un crime, soit un délit contre l'intégrité corporelle de la personne s'abstient volontairement de le faire est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende » (alinéa 1<sup>er</sup>).

3. Par le passé, les polices révolutionnaires, rebaptisées milices, milices ouvrières, patrouilles de contrôle... ne furent pas toujours à la hauteur de leur mission et la justice populaire se réduisit parfois au lynchage.

# Courrier de détenu

## Magouilles et torture à la **prison** de Forest



**DEPUIS QUELQUES MOIS**, l'administration pénitentiaire de Forest essaye de s'enrichir considérablement sur le dos des prisonniers.

Une magouille ingénieuse qui a déjà été dénoncée en janvier par un compagnon anarchiste incarcéré là-bas. Les détenus doivent payer 30 euros par mois pour avoir une télévision et un abonnement, mais, depuis l'introduction de la télévision digitale, ils ne peuvent capter que deux chaînes. De cette manière, la prison se fait un bon tas de fric, soit quelque millier d'euros par mois.

Début mai, des prisonniers de deux ailes ont protesté contre cette magouille en bloquant les préaux (cours de promenade) et en refusant de réintégrer leurs cellules. Ensuite, la direction a puni collectivement tous ceux qui ont participé à cette protestation avec « un régime cellulaire strict » (pas de douches, pas de téléphone, pas de préau, pas de cantine, pas de visite, etc.). Cette espèce de magouille prospère bien dans les prisons. Encore à

Forest par exemple, c'est un secret de polichinelle que les matons soustraient des produits alimentaires de la cantine et de la cuisine, emmènent à la maison des draps, des caleçons, des produits d'entretien... et les prisonniers se retrouvent démunis. Ce n'est pas que nous sommes contre le vol, loin de là, mais voler des prisonniers à qui on a essayé d'enlever déjà tellement, c'est carrément dégoûtant. C'est quand même autre chose que de vider le coffre-fort d'une banque !

Après, tout le monde sait que les plus grands trafiquants de drogue à l'intérieur des murs de la prison sont les matons qui s'enrichissent en vendant de l'héroïne et d'autres drogues aux détenus, profitant du désespoir de beaucoup d'incarcérés.

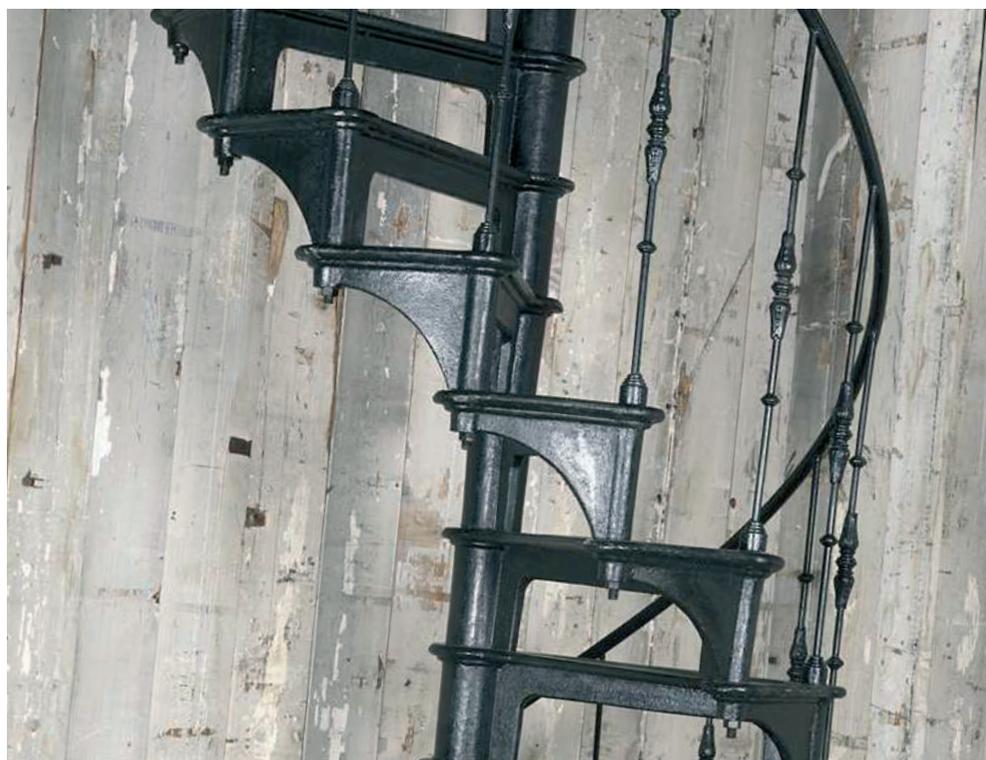
Entre-temps, la suspension du commissaire de la zone de police de Midi qui se livrait, avec l'ensemble de ses troupes, à des vexations et des tortures de prisonniers à

Forest lors des grèves des matons, a été révoquée. Ce beau tortionnaire a été réintégré dans son boulot de merde dans la même zone de police. Moins d'une semaine avant des policiers de Vilvorde avaient décidé de « s'amuser » un peu avec un détenu. Ils l'avaient extrait de la prison de Forest pour une reconstitution et, tout au long du trajet, ils se sont amusés à tirer en haut ses mains menottés sur le dos, provoquant ainsi une douleur terrible. Ce jeu de torture leur a été renvoyé à la gueule quand ils ont enlevé les menottes à l'entrée de la prison. Le prisonnier a envoyé un des policiers à l'hôpital, quatre autres policiers ont été légèrement blessés. La salle d'entrée était pleine du sang des tortionnaires. Voilà une réaction claire, nette et directe. Que leur violence leur soit renvoyée toujours et partout à la gueule.

Ringolevio

# Poison soluble

Ou comment le stalinisme se dissout dans la critique radicale pour la neutraliser<sup>1</sup>



Thomas Feix

Louis Janover

Monique Janover

IL Y A DEUX DÉCENNIES À PEINE, point d'autre voie pour défendre un point de vue révolutionnaire sur le socialisme que de remonter le fil des luttes ouvrières; de suivre l'itinéraire des intellectuels pour montrer comment la chaîne de l'esclavage moderne avait eu pour maillons chacun des «ismes» qui s'étaient partagé la mise sous contrôle du mouvement ouvrier depuis la Commune. Cela revenait, par là même, à montrer en quoi le PC, l'appareil de la CGT, et tout ce qui, dans le domaine culturel et politique, se rattachait à cette histoire, nous ramenaient à une contre-révolution systématique dont on retrouvait partout l'empreinte dans la société. Il est maintenant comme incongru de rappeler l'évidence qu'être révolutionnaire et communiste, c'était être contre Staline, contre Mao, contre Castro – et leurs représentants sur place.

Bien sûr, le mythe du socialisme réellement existant et de l'Octobre prolétarien ne résistera pas à l'effondrement de l'URSS et de ses satellites. Toutefois, en raison même de la situation historique qu'ils ont créée, et qui aura précipité leur ruine, ce n'est pas au nom d'une critique radicale de ces régimes que s'effectuera la remise en cause de leur caractère destructeur. Bien au contraire! La voix de ceux qui, les premiers, avaient dénoncé au

nom de l'émancipation ouvrière ce système d'exploitation et de dégradation de l'homme par l'homme sera certes enregistrée avec vénération, mais pour se perdre dans le vide; en revanche, nombre de ceux qui, à un moment ou à un autre, avaient contribué à légitimer ce bilan, globalement ou dans le détail, échapperont à ce jugement de l'histoire qu'ils avaient si souvent évoqué pour discréditer leurs contempteurs. Ils continueront leur œuvre dans les institutions, et ce sont leurs témoignages et leurs analyses qui seront mis à contribution pour faire le départ de ce qui, dans le «communisme», est voué aux gémonies et ce qui mérite d'en être retenu – et de ne pas être retenu contre ceux qui s'en firent les apologistes.

Ainsi donc, c'est la contre-révolution qui est prise à témoin pour définir l'identité de la révolution et du communisme; et c'est le jugement énoncé à la barre par de tels avocats qui reste gravé au cœur de notre présent. Si une partie de l'intelligentsia a fait un art dialectique de son refus de s'expliquer sur son adhésion à l'une ou plusieurs des versions du totalitarisme, ce n'est pas par fidélité à son passé, mais par intérêt pour son avenir.

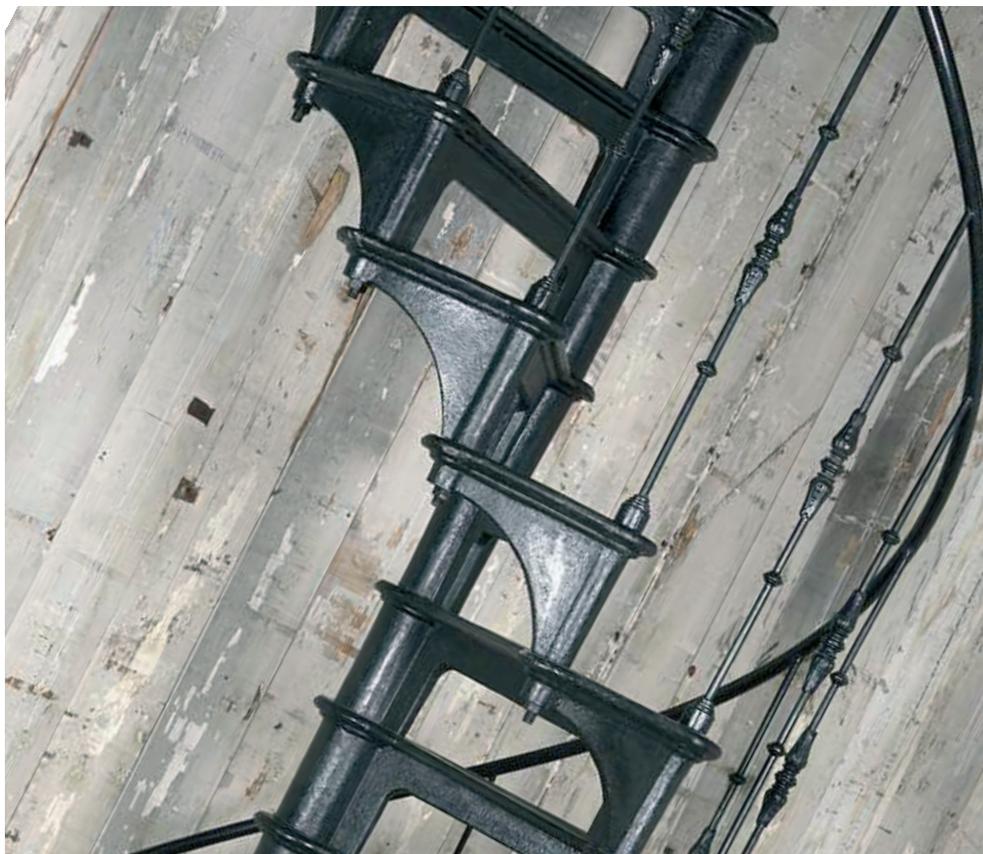
Les voyages de ces intellectuels en terre totalitaire se sont toujours terminés par la

dénégation de leur responsabilité dans l'histoire, sur ce qu'elle implique quant à leur propre fonction ! Ils vont mettre au point une synthèse de tous les éléments de la contre-révolution ancienne et de la contre-révolution moderne, piochant dans le fonds de pensée critique, libertaire ou marxiste, dès lors que cette remise en cause ne dit rien de leur rôle au présent, de la mansuétude dont leurs anciens engagements ont bénéficié et de leur place nouvelle dans l'institution. D'où cet apparent paradoxe : c'est au nom de leurs erreurs et mensonges passés, et dépassés, qu'ils prononcent leur sentence sur ce qu'il convient d'en penser. On peut imaginer comment s'effectue la sélection et la transmission des données du problème ! Ce qu'ils nous font entendre de leurs palinodies nous ferait plaindre les inquisiteurs condamnés à sacrifier les victimes ! Aucun d'entre eux ne pose la question de l'influence sur notre société des éléments disparus de leurs propres engagements et de ce à quoi ils firent allégeance.

On retrouve, une fois encore, la vérité de la remarque de Babeuf sur les Thermidoriens : « *Parce que nous voulons refaire [la révolution], écrivait-il dans Le Tribun du peuple, ils nous traitent d'anarchistes, de factieux, de désorganisateur. Mais c'est par une de ces contradictions toutes semblables à celle qui leur fait appeler révolution la contre-révolution.* » Et de noircir le trait : « *Mais tel est le dictionnaire des palais, des châteaux, des hôtels que les mêmes expressions offrent toujours l'inverse de la signification qu'on leur reconnaît dans les cabanes.* » À quoi il faut ajouter la note d'Edgar Quinet sur Thermidor : « *Une chose merveilleuse fut de conserver tous les noms révolutionnaires* » et d'y faire entrer la contre-révolution.

Comment ce déplacement a-t-il lieu aujourd'hui, comment s'opère l'inversion des mots pour la transmutation sémantique ? Nous avons toujours pensé et dit que les intellectuels aux ordres du PC et des autres incarnations visibles, ou masquées, de la dictature du parti unique pouvaient être appelés à reprendre du service dès lors que le capitalisme de marché serait en difficulté. Aux mesures drastiques d'un totalitarisme à visage inhumain, on préfère désormais les recettes tirées d'un keynésianisme revu et corrigé pour réamorcer le cycle de l'accumulation. Et dans ce domaine à qui s'adresser, sinon aux spécialistes en matière de spéculation théorique, à tous ces « ex », castristes et maoïstes notamment, qui d'un capitalisme d'État total ont su passer à un capitalisme d'État tempéré, plus adapté aux formes modernes du contrôle des masses. Il n'était que d'attendre « *l'opportunité offerte par un porte-parole prestigieux* », Mélenchon en l'occurrence, pour que l'un de ces philosophes émérites, Jacques Bidet, ravi en esprit, annonce urbi et orbi la bonne nouvelle : « *Et nous voyons apparaître une nouvelle conscience de classe.* »

Cet « ex » ne se trompait pas, à un adjectif près : et nous voyons apparaître une nouvelle



conscience de classe... néostalinienne, le maquillage de tout ce qui peut encore rappeler ce qu'il en fut en réalité du PC et de son histoire ! Telle est en effet la nouvelle idéologie qui se fait jour. La contre-révolution systématique menée par les partis uniques et tous les « ismes » a laissé exsangue la pensée révolutionnaire. Certes le PC, ses satellites et ses épigones intellectuels ont été privés de leur fonction, en raison même de leur réussite. Pourquoi faire appel à eux, alors que tout danger semblait avoir disparu ? Mais après être restés suspendus un temps dans le vide qu'ils avaient eux-mêmes creusé, ils ont puisé de nouvelles forces en touchant la terre d'un capitalisme en crise, qui réclame de nouveaux remèdes ; et pris conscience de cette utilité retrouvée et de la place qu'ils pouvaient occuper dans cette configuration inédite.

La généalogie de ce néostalinisme reste à établir, qui soulignerait le lien contre-révolutionnaire logique entre les idées héritées du riche panel des « ismes » totalitaires et le travail de détournement qui s'opère présentement sur les valeurs et sur les mots de la critique radicale. Reviendraient ainsi au premier plan le refoulé de l'histoire et ses sanglantes cicatrices, comme dans un portrait à la Dorian Gray. Karl Kraus parlait des « *critères terrestres de la morale et de la raison que Hitler et Staline ont certes pu déformer, mais non pas supprimer* ». En vérité, comment des intellectuels qui ne voyaient nulle différence entre totalitarisme et communisme, émancipation et exploitation auraient-ils pu avoir une idée de ces critères ? Et ils n'en ont pas davantage quand, revenus de leurs amours d'antan, ils recy- clent

les anciens arguments avec des mots nouveaux. Cette cécité est le secret de leur longévité !

Le capital de connaissances contre-révolutionnaires qu'ils ont accumulé ne les condamne pas à l'oubli. D'où la réapparition des indispensables, à l'instar de Badiou, et de tous ceux, philosophes et sociologues bon teint, auxquels le monde politico-médiatique sait faire la place qu'eux seuls peuvent occuper. Un interdit : mettre en lumière le véritable rapport de ce passé au présent ! N'attendons pas de cette fine fleur de l'intelligentsia, pourtant riche d'une si longue expérience, qu'elle s'aventure sur ce terrain glissant. Le responsable, c'est l'autre !

Qu'on se rappelle l'inénarrable réponse de Georges Marchais en 1997 : « *Jamais les communistes français ne se sont rendus coupables de crimes. Ils n'ont jamais levé la main sur quelque liberté que ce soit.* » Cohabitation gouvernementale oblige, Jospin opinera du chef en déclarant qu'ils n'ont en rien « *porté la main sur les libertés* ». Quant à Mélenchon, il se fera l'écho de la voix de ses maîtres en rétorquant à une journaliste qui lui tendait obligeamment le micro : « *Alors, est-ce que les communistes ont du sang jusqu'aux coudes ? — Oui, le sang des envahisseurs, le sang des nazis, le sang de tous ceux qui leur ont tapé dessus chaque fois qu'ils ont défendu la liberté.* » Voilà qui nous rassure sur le nombre de coups qu'ils ont dû recevoir, car ce « *chaque fois* » réduit le champ de la recherche.

Ainsi, le PC et nos modernes compagnons auront accompli ce miracle : changer le sang en une eau pure soluble dans la démocratie. Il leur aura suffi pour ce faire d'extraire du corpus totalitaire les éléments

que le stalinisme avait arrachés à la culture ouvrière pour en pervertir le sens. Les idées détournées au fil du temps par les héritiers des «ismes» disparus, ces idées seront ensuite déposées dans l'histoire pour devenir les référents d'une culture de crise que la situation politique a rendu indispensable. Le retour de Keynes ne pouvait être que le prélude à la naissance de ce néostalinisme des intellectuels, nouvelle conscience de classe contre-révolutionnaire qui repose toujours sur le recours aux recettes d'un capitalisme d'État et aux vertus de porte-parole, mais dans des versions mitigées, en faisant appel au besoin aux références «libertaires» pour en masquer le sens. Les invariants, en revanche, restent les mêmes, la fonction a recréé l'organe, et c'est la raison pour laquelle les «ex» ont gravi tous les échelons de cette nouvelle gauche de la gauche, gardiens attentifs d'une nouvelle radicalité qui emprunte une rhétorique calquée sur celle du stalinisme d'antan, avec «vaporisation» de certains mots et de certaines références.

Les parcelles de cette idéologie se retrouvent partout, réassorties, et elles sont en passe de devenir le bien commun de l'intelligentsia reconvertie, le fonds de commerce intellectuel de la classe dite moyenne; et chacun puise sa part chez l'autre sans même y prendre garde. La concurrence n'implique-t-elle pas que ceux qui se ressemblent ne se quittent pas des yeux ?

La manière dont se cristallise la critique dite radicale autour du cas Mélenchon est révélatrice de cette distorsion. Rien de plus courant en effet pour les gauchistes de la gauche que de prendre le Front de gauche dans leur ligne de mire afin de montrer que son discours d'opposant sans peur et sans reproche s'inscrit en réalité dans la stratégie du PS, comme un moment de sa politique; que son combat contre Marine Le Pen concourt en fin de compte à cet objectif, et qu'il n'a d'autre utilité que de servir de rabatteur à la gauche institutionnelle. Vision réductrice de sa «mission historique», et qui permet de passer sous silence ce qu'a d'irremplaçable sa présence dans la recombinaison d'une pensée contre-révolutionnaire nécessaire pour répondre aux nouveaux défis que le capitalisme doit affronter. Le Front de gauche? La casaque du PC pour revenir en force dans le champ politique!

Ce phénomène de première importance, à savoir le rôle qu'il est amené à jouer en dehors de l'allégeance au PS et à la gauche institutionnelle, voilà qui n'éveille guère l'intérêt des critiques, et pour cause: c'est d'eux qu'il est question, c'est leur histoire que raconte le parcours de ce trotskiste tout terrain et qu'il convient donc de laisser entre parenthèses: elle nous livre le secret de la fonction originale du Front de gauche, de la nature de son ancrage électoral, de son rapport véritable avec le PS – un double jeu que



le PC met en scène pour garder les deux fers au feu! De même que le PC était la pièce indispensable du pouvoir gaulliste, le FN la planche de salut de celui de Mitterrand, de même le Front de gauche est le relais incontournable du PC, et son indépendance vis-à-vis du PS sa marque de fabrique. Et le PS lui rend la politesse, le PS qui, au-delà de la gauche et de la droite, incarne le capital sans phrase et qui a besoin désormais qu'une gauche la couvre sur les terrains qu'il ne peut plus contrôler. Le PC trouve enfin devant lui une situation qui lui permet de renaître – et ce prête-nom lui est indispensable, qui ne met pas en question son indépendance, le libère de son passé, tout en lui assurant sa place dans le grand jeu électoral.

La critique de la dépendance de Mélenchon vis-à-vis du PS est devenue l'idée la mieux partagée de ce milieu, et l'objet d'un copier-coller universel sur le coin gauchiste de la toile. Mais comme on ne copie que les idées que l'on comprend et celles que l'on partage, il en est une, en revanche, qui ne risque pas d'être reprise et déroulée à perdre haleine: comment s'agglomèrent les invariants et les revendications du PC autour du Front de gauche, qui est en quelque sorte le terrain d'exercice du parti? Comment l'intelligentsia les traduit-elle en ses propres termes? Le rapport à la démocratie représentative est le révélateur de son opposition au système. Mais ce qui pourrait être un emprunt à la pensée libertaire relève ici de la leçon apprise à l'écoute du Parti-guide: le mépris pour la bêtise, pour les oeillères que porterait la «masse» qui, en se soumettant aux manipulations électorales, deviendrait la victime consentante de la servitude universelle. La nouvelle avant-garde reste, paradoxalement, fidèle à la division du travail électoral, et elle peut, dans ce domaine, revendiquer le plus fécond des héritages, puisque dans le bestiaire de la radicalité le mouton de Panurge occupe toujours une place de choix!

S'opposer au simulacre démocratique n'implique nullement un jugement moral sur l'électeur ordinaire. C'est percer la logique des illusions que fait naître ce dessaisissement prétendument consenti. Ce geste, en effet, ne peut qu'aggraver le sort des victimes des systèmes qu'il conforte. Ils ont certes aliéné «librement» leurs droits et tout abdiqué de ce qu'ils croyaient défendre. Mais cette situation n'est-elle pas, en premier lieu, la conséquence de l'écrasement des luttes ouvrières. Ceux qui votent adhèrent au système? Disons plutôt que le système adhère à eux! Mais il n'en eût rien été si ceux qui prétendaient le remettre en question par leur refus intéressé du verdict des urnes n'avaient éradiqué toute pensée de la «vraie démocratie» en se faisant les apologistes, au nom de l'émancipation, de dictatures marquées par la terreur.

En filigrane de l'adhésion des opprimés au mécanisme de délégation du pouvoir se lit la confusion introduite dans l'histoire par le détournement de toutes les valeurs d'émancipation; et c'est en bénéficiaire de ce détournement qu'opère le Front de gauche qui joue sur les deux tableaux.

Comme l'intelligentsia est, elle aussi, pour sa majorité, le produit de cette histoire, la polémique que suscite cet ersatz d'entreprise oratoire et tribunitienne tourne dans ce même cercle vicieux! Inutile d'attendre qu'elle nous livre le secret d'une situation historique qui s'est imposée par une violence dont il convient d'éclairer le caractère pour comprendre le mode de résignation qu'elle engendre et pour découvrir l'antidote de ce poison, réinventer la démocratie en réinventant l'abstention.

**T.F. ; J.L. ; M.J.**

1. Voir «Élection contre Démocratie», *Rodez-la-Rouge*, hors série, mars 2012. «Le néostalinisme à la française», *Le Monde libertaire*, n° 1667, 5-11 avril 2012.

# Un brûlot sous l'éteignoir

## Ou de la tendance des pouvoirs politiques à mettre en veilleuse le mouvement associatif

CETTE TOUTE DERNIÈRE PUBLICATION de notre camarade Justhom revêt un intérêt premier.

Justhom s'appuie tout d'abord sur le besoin des individus de se regrouper, relevé depuis le Moyen-Âge, afin d'unir leurs forces et mieux résister contre les différences oppressions : Église, seigneurie, État, etc.

Pourtant, dès les prémices de cette volonté de résistance, l'Église devine tout l'intérêt à en dégager, par le maintien des populations dans une position de soumission à Dieu tout d'abord, puis au seigneur et à la royauté.

Ce type d'organisation aura été jusqu'à aujourd'hui un ferment de possible émancipation, par son réseau d'entraide, d'échange et de solidarité, mais surtout par son affirmation autogestionnaire.

De Fourier, condamnant toute société fondée sur l'échange tarifé et la concurrence, en passant par Saint-Simon qui met l'accent sur une nécessaire collectivisation par l'appropriation des moyens de production, et préconise donc de remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses, jusqu'à Proudhon imaginant une association pluraliste de producteurs ou de compagnies ouvrières fondée sur l'égalité des contractants instituant entre eux des échanges équitables, la trame des penseurs anti-autoritaires s'inscrit durablement dès les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle, et inspirera fortement les événements de 1848, par la création simultanée de caisses de secours mutuel, caisses de résistance, associations ouvrières de production, etc.

La peur des possédants et des tenants de tout pouvoir, y compris des partis politiques dits révolutionnaires, devant ce type d'organisation nouveau et dangereux pour leurs intérêts ou leurs projets, à base de démocratie directe et de mandat impératif notamment, n'aura de cesse que lorsque ce brûlot sera étouffé sous l'éteignoir.

Tous les moyens seront mis en œuvre par les grands traîtres de l'émancipation, de Le Chapelier qui édictera sa loi criminelle de 1791 «anéantissant toute espèce de corporations des citoyens du même état ou profession», en passant par l'Empereur qui interdira toute organisation de plus de vingt personnes en 1810, en débouchant bien sûr sur Marx, le fossoyeur de la Commune qui se réjouira de sa défaite par le trop fameux : «Les ouvriers parisiens ont besoin d'une bonne leçon.» En cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le

mouvement mutualiste s'éloigne du mouvement syndical ouvrier, trop influencé par l'anarcho-syndicalisme.

### L'État-oppresseur

Fourmillant de faits historiques, ce petit livre par son nombre de pages modeste, reste essentiel par le décryptage du mécanisme de nuisance mis en place de manière de plus en plus flagrante et castratrice par l'État-oppresseur.

Incapable d'assumer les responsabilités sociales (État-providence), dont pourtant il se targue d'être un ardent défenseur, l'État veut plier à sa volonté et à sa disposition le million d'associations fleurissant aujourd'hui dans tous les domaines : santé, culture, sport, solidarité par le jeu des subventions particulièrement. Même les structures associatives dites d'insertion pansent provisoirement (au mieux) les plaies provoquées par ce système d'exclusion, mais n'en remettent bien sûr jamais en cause la structure d'exploitation de celui-ci ; elles en présentent plutôt tous les aspects de l'alibi.

Pourtant, de nouvelles formes d'organisation ou de résistance voient le jour actuellement, en appliquant ces principes de démocratie directe, sans président ni structure hiérarchique. Les mandataires sont détenteurs de mandats ponctuels, tournants, impératifs avec obligation de rendre des comptes.

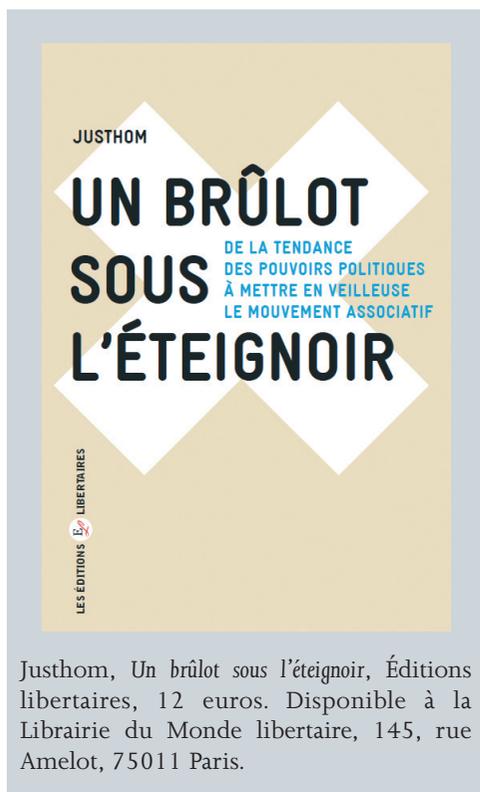
Elles se constituent, par exemple, autour de l'appropriation de locaux vides à fin d'hébergement d'urgence pour SDF, de création de lieux de résistance et d'animation culturelle, ou sous la forme de coordinations, collectifs, comités de solidarité, etc.

«Ces associations ne modifient certainement pas les stratifications économiques de la société mais, surtout dans les petites villes, elles contribuent à niveler les distinctions sociales, et comme elles tendent toutes à s'unir en grandes fédérations nationales et internationales, elles aident certainement au développement de rapports amicaux entre toutes sortes d'hommes disséminés dans les différentes parties du globe» (Kropotkine, L'Entraide, un facteur de l'évolution).

Un livre de salubrité publique et émancipatrice.

Guy

Groupe de Rouen  
de la Fédération anarchiste



Justhom, Un brûlot sous l'éteignoir, Éditions libertaires, 12 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

# Livres exquis à la **Librairie** du Monde libertaire



Patrick Marcolini, *Le Mouvement situationniste, une histoire intellectuelle*, L'Échappée, 2012, 337 pages. Depuis plus de dix ans, Patrick Marcolini, philosophe et historien des idées, accumule et analyse les documents du mouvement situationniste, en rencontre les acteurs et fréquente ceux qui poursuivent leur aventure.

Miguel Chueca, Karel Negrete et Daniel Pinós, *Cuba, révolution dans la révolution*, CNT-RP, 2012, 328 pages 18 euros. Ce livre vise à faire connaître aux lecteurs français les divers protagonistes du mouvement contestataire cubain puisque, à côté des écrits issus de certains des soutiens dont il dispose hors de l'île, la plupart des textes recueillis ici procèdent de Cuba même, de sa gauche hétérodoxe, sociale et libertaire.

Nadine et Thierry Ribault, *Les Sanctuaires de l'abîme, chronique du désastre de Fukushima*, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2012, 135 pages, 15 euros. L'ouvrage met en lumière le rôle joué par des organisations mafieuses ou semi-mafieuses dans la négation des conséquences des catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima sur la santé des populations, ainsi que le rôle joué par les yakuza dans l'assistance aux populations immédiatement après la catastrophe, se substituant à des « pouvoirs publics » étatiques et locaux totalement dépassés par les événements.

Joyce Kornbluh, *Wobblies & hobos, les Industrial Workers of the World, agitateurs itinérants aux États-Unis (1905-1919)*, L'Insomniaque, 2012, 256 pages, 25 euros. Le livre se compose d'une histoire théma-

tique et chronologique du syndicat révolutionnaire américain IWW, de documents afférents (chansons, poèmes, récits, témoignages), de 110 illustrations (photos, dessins). Y est également inclus un CD qui contient 22 chansons.

Hugues Lenoir, *Pour l'éducation populaire*, Éditions du Monde libertaire, 2012, 88 pages, 8 euros. Un plaidoyer pour un mouvement qui, d'hier à aujourd'hui, fit de l'éducation des adultes un élan vers l'émancipation individuelle et collective, une prise de conscience de la capacité politique de la classe ouvrière et un exemple d'auto-organisation populaire.

Tous ces livres sont disposés à la **Librairie du Monde libertaire**, 145, rue Amelot, 75011 Paris

# Les 30 ans du groupe Pierre-Besnard

**CE SAMEDI 9** et ce dimanche 10 juin 2012, la ville de Unverre<sup>1</sup> n'en revenait pas : cinquante anarchistes occupaient la salle des fêtes dans une commune de 1 000 habitants. Il n'y en a pas un sur cent et pourtant ils existent ! Ils et elles étaient cinq fois plus nombreux que ce qu'en dit la chanson de Léo Ferré. En effet, le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste fêtait ses 30 ans avec ses amis. Le groupe fut créé en septembre 1981 par sept militants franciliens issus de l'Alliance syndicaliste (regroupement de militants syndicaux de la CGT, de la CFDT et de FO) et de la CNT sise Tour d'Auvergne, dans une période où les protagonistes rejoignaient l'organisation la plus importante du mouvement libertaire et, de surcroît, synthétise. Mais ce n'est qu'en 1982 que les cinq militants et les deux militantes furent admis au sein de l'organisation fédérale. Une période probatoire fut imposée pour justifier leur demande d'adhésion en groupe et non pas en tant qu'individus. Qui plus est, se revendiquant de Pierre Besnard, célèbre militant anarcho-syndicaliste !

## Qui était Pierre Besnard ?

Besnard Pierre, Eugène (d'après Jean Maitron). Né le 8 octobre 1886 à Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire), mort le 19 février 1947 à Bagnolet (Seine), incinéré le 24 février au Columbarium du Père-Lachaise, urne n° 10759. Employé des chemins de fer. Militant anarcho-syndicaliste. Fondateur de la CGT-SR.

Le 1<sup>er</sup> mars 1909, Pierre Besnard entra aux chemins de fer de l'État à Chinon (Maine-et-Loire) comme facteur auxiliaire puis nommé facteur-chef à la gare d'Auteuil-Boulogne. Le 25 septembre 1912, il épousa Thérèse Marie Eugénie Montreuil, née le 4 mai 1892 à Oissel (Seine-Inférieure). Le 14 mai 1920, Pierre Besnard fut révoqué des chemins de fer pour fait de grève en février-mars puis en mai. Il était, depuis le 4 mai, secrétaire intérimaire de la commission permanente du bureau mixte des syndicats parisiens de cheminots, et principal dirigeant du mouvement pour la région parisienne. Il était également membre de la Fédération nationale des cheminots. Il habitait alors 14, rue Henri-Monnier à Paris IX<sup>e</sup> arrondissement, puis, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1921, 22, rue Popincourt, à Paris XI<sup>e</sup>.



Le groupe Pierre-Besnard et ses amis

Le 1<sup>er</sup> juillet 1920, il entra comme taxateur à la Compagnie piémontaise de transports, 17, rue du Mail, à Paris. Étant demeuré après sa révocation militant cheminot, il fut délégué le 19 août au congrès du réseau de l'État, Rive gauche, qui se tint les 21 et 22, au 33, rue de la Grange-aux-Belles. Toutefois, deux mois plus tard, le 21 octobre, estimant qu'il n'était plus cheminot, il donna sa démission de ses fonctions de secrétaire du bureau mixte. En septembre, il s'était déclaré par lettre adressée au juge d'instruction solidaire de ses camarades cheminots inculpés de « complot contre la sûreté intérieure de l'État ».

Le 20 mai 1921, Besnard remplaçait Monatte comme secrétaire général du comité central des Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR), principale force d'opposition au sein de la CGT dirigée par Jouhaux. Depuis février, Besnard était signataire du « Pacte », société secrète de type bakouninien qui le liait à quelques-uns de ses amis anarcho-syndicalistes. En juillet, à la veille du congrès de Lille, Besnard démissionna de ses fonctions de secrétaire général pour devenir secrétaire adjoint, désirant ainsi se libérer pour un rôle national – on s'acheminait vers la scission – et international au sein de l'Internationale syndicaliste révolutionnaire (ISR) à la veille d'être créée (juillet 1921).

Au congrès de la minorité de la CGT qui

se tint à Paris du 22 au 24 décembre 1921, après que deux courants se furent manifestés, l'un conduit par Besnard-Monmousseau favorable à la rupture immédiate, le second dirigé par Monatte conseillant la prudence, une motion votée à l'unanimité réclama la tenue d'un congrès extraordinaire au cours du premier trimestre 1922, les convocations devant être lancées avant le 31 janvier. La CGT ayant refusé, la scission était consommée. Au cours d'un des congrès qui vont se succéder, le deuxième congrès extraordinaire de la Seine par exemple, tenu le 9 avril 1922, Besnard précisera ainsi sa conception du rôle des groupements syndicaux : l'union locale « est, pour la localité, ce que la CGT est à l'ensemble du pays, ce que l'union régionale est pour la région – c'est-à-dire l'expression complète du fédéralisme pour la localité. Elle est non seulement la cellule qui a charge d'organiser la production, mais aussi la répartition de cette production. Elle est plus que cela. Elle est l'organe de législation. Et cela nous conduit vers le syndicalisme complet qui, dans la révolution complète, nous permettra de suffire à tout ». Avec Toti et Lecoïn, de même orientation que lui, Besnard fut délégué à la Conférence syndicale révolutionnaire internationale qui se tint à Berlin du 16 au 19 juin 1922. Lorsque le 25 juin s'ouvrit à Saint-Étienne le 1<sup>er</sup> congrès de la CGTU, la scission était un fait mais cette CGTU, dont Besnard et ses amis avaient pu penser pouvoir prendre

tout naturellement la direction, leur échappa. L'opposition était loin d'être unie et Saint-Étienne vit la défaite de ceux qui, anarcho-syndicalistes et anarchistes, en avaient pris la tête depuis le 20 mai 1921. Besnard, associé aux anarchistes groupés derrière Lecoin et Colomer, fut défait par 399 voix contre 848. Ils se retireront peu à peu et, sans attendre, Besnard créera un Comité de défense syndicaliste (CDS) dont il sera le secrétaire général (*Le Libertaire*, 14 juillet 1922).

Il abandonna le CDS le 1<sup>er</sup> juin 1923, en même temps qu'il se retirait du bureau exécutif de l'ISR. C'est alors, fin décembre 1923-début 1924, qu'il songea à «faire ouvrir la porte à l'unité par la CGT» et écrivit une lettre en ce sens à Théo Argence, le 3 février 1924, en même temps qu'il songeait à «la réalisation de l'unité internationale sur le dos de Moscou». Cette stratégie, quelque peu utopique, ayant échoué, Besnard s'efforça de regrouper les opposants à la CGTU dans une Union fédérative des syndicats autonomes et il en devint le secrétaire général lors de la conférence de Saint-Ouen, le 1<sup>er</sup> juillet 1925. Dans *La Voix du travail*, bulletin mensuel de l'AIT qui devint bulletin mensuel de la CGT-SR qu'il dirige et dont le premier numéro parut en août 1926, Pierre Besnard publia une série d'articles dans lesquels il préconisait «le groupement de tous les syndicats autonomes», article signé au nom de l'UFSA (Union fédérative des syndicats autonomes) par les secrétaires Huart et Besnard, la trésorière Planteline, le trésorier adjoint Saroléa, l'archiviste. Ils se prononcèrent pour une troisième CGT, les deux autres CGT étant «devenues organisme gouvernemental» et la CGTU ayant «piétiné le syndicalisme» et fait faillite.

Les 13 et 14 novembre se tint à Lyon le congrès de la Fédération autonome du bâtiment sous l'égide de l'Union syndicale autonome dont Fourcade était le secrétaire. Par cinquante-deux voix contre trois et deux abstentions, elle décida pour les 15 et 16 novembre la tenue du congrès constitutif de la CGT-SR qui donnera son adhésion à l'Internationale syndicaliste révolutionnaire de Berlin (anarcho-syndicaliste). Une attitude réservée sera observée par les congrès anarchistes et c'est ainsi qu'à celui de l'Union anarchiste de 1930, deux groupes sur vingt-deux seront favorables à la nouvelle confédération – que certains, par dérision, dénommaient la CGT-SR, CGT Sans Rien. À partir de 1929, Besnard fut le secrétaire de la nouvelle Confédération qui groupera en juillet 1939 quatre mille membres et disposera d'un journal, *Le Combat syndicaliste*, fondé en 1928, tirant à 5 300 à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Au moment de la guerre d'Espagne, Besnard participa à la création des Comités anarchistes syndicalistes pour la défense du prolétariat espagnol et il fut choisi comme secrétaire de la conférence de ces comités qui se réunit les 24 et 25 octobre 1936. Durant la



Seconde Guerre mondiale, il se réfugia dans le Midi.

Après la libération, Pierre Besnard fut vice-président de la Confédération générale pacifiste créée les 9 et 16 décembre 1945, dont Louvet était secrétaire général. Il mourut quatorze mois plus tard. Depuis 1928, il vivait avec Lucie Job, née le 15 août 1889 à Paris VI<sup>e</sup>, veuve Margerie et ex-compagne de Pecastaing.

Sur la page de garde de son ouvrage<sup>2</sup> *Le Monde nouveau*, Pierre Besnard a lui-même résumé sa doctrine dans ces mots: «Toute l'économie aux syndicats! Toute l'administration sociale aux communes!»

### Héritage

Depuis lors, les compagnons et compagnes du groupe Pierre-Besnard militent dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris et s'investissent notamment dans la propagande des idées anarchistes via *Le Monde libertaire* et *Radio libertaire*, œuvrant pour la coordination des militants anarcho-syndicalistes, la solidarité internationale (avec les Kanaks, les syndicalistes de Solidarnosc, les mineurs britanniques en lutte, les syndicats «libres» de l'ex-URSS, avec les peuples sans terre, ou les populations en lutte contre les effets de la dette ou contre la barbarie et le despotisme, etc.), mais aussi sur les terrains de l'éducation libertaire, du féminisme – en développant l'anarcha-féminisme –, de la lutte contre l'ordre moral, de l'anticléricalisme, de l'antiracisme, de l'antifascisme, de l'antimilitarisme. À ce jour, ils, elles ont animé et/ou animent encore des émissions comme *Chroniques syndicales* (depuis 1981), *Blues en liberté*, *Femmes libres*, *La Santé dans tous ses états*, *Contre courbe*, *Ni dieu ni maître queux*, *Goloss Trouda*, *De la pente du carmel*, *la vue est magnifique*, ou participent à des émissions telles que *Chroniques rebelles*. Les mêmes thèmes sont développés dans *Le Monde libertaire* ou dans des ouvrages et des brochures.

Le groupe a toujours su aussi prendre ses responsabilités au sein de la Fédération anarchiste à divers postes, comme le secrétariat général, la trésorerie fédérale, le secrétariat de *Radio libertaire*, le comité de rédaction du

*Monde libertaire*, les Relations internationales. Aujourd'hui, il prépare les Rencontres internationales de l'anarchisme de Saint-Imier avec l'ensemble du comité d'organisation.

Et ce sont toutes ses activités qui ont permis la pérennité du groupe et la dynamique de relations avec d'autres groupes fédérés. Aussi, pour les 30 ans, de nombreux amis et amies ont signalé leur chaleureux salut à la vaillance des réflexions portées vers l'extérieur. Certains étaient présents, qu'ils soient fédérés ou sympathisants, comme des compagnons des groupes Le raffut, Kropotkine, Poulaille, Gaston-Leval, qu'ils viennent d'Oléron, de Saint-Malo, de Nantes, de l'Aisne, ou de la région d'Ile-de-France; d'autres, au fil des trente années passées, ne sont plus de ce monde, comme Jacky Toublet ou Léa Grisard, mais le souvenir des actions menées ensemble supplante la tristesse de leur absence. Et c'est en chansons et musiques, Unverre à la main, qu'ils et elles ont oublié la pluie incessante avec un concert inédit des Chanteurs livreurs puis se sont réfugiés à la Commune libre de la Grange Aubel pour partager l'amitié et préparer l'avenir<sup>3</sup>.

**Hélène**

*Cofondatrice du groupe Pierre-Besnard  
de la Fédération anarchiste*

1. Unverre est une commune d'Eure-et-Loir (Centre).

2. Œuvres :

- *Le Monde nouveau*, édition CGT-SR.

- *L'Éthique du syndicalisme*, édition CGT-SR, 1938.

- *Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale*, Paris, 1930, réédité en 1978 par les Éditions Le Monde nouveau.

- Collaboration à *L'Encyclopédie anarchiste* de Sébastien Faure.

3. La Grange Aubel fait référence d'une part au nom du chanteur des Chanteurs livreurs et d'autre part fait résonance avec la rue de la Grange-aux-Belles à Paris X<sup>e</sup>, où des incidents violents eurent lieu le 11 janvier 1924 au 33 de cette même rue. Ce jour-là, une centaine de libertaires sont venus porter la contradiction lors d'une réunion de la CGTU. Le service d'ordre bolchevique tire sur les libertaires et abat deux d'entre eux, Nicolas Clos et Adrien Poncet.



## Quelques rendez-vous à ne pas manquer sur le 89.4 Mhz ou sur le net à <http://media.radio-libertaire.org/>

### Jeudi 21 juin

**Chronique hebdo (10 heures)** Commentaires anarchistes de l'actualité.

**Si vis pacem (18 heures)** Littérature pacifiste avec *Un Balcon en forêt* de Julien Gracq. Invité: Claude Hertzfeld, écrivain.

**Les enfants de Stonewall - BodyFreaks (19 h 30)** Les corps déjantés. Émission abordant des thématiques trans, intersexe ou de genre en général.

### Vendredi 22 juin

**Radio espéranto (17 h 30)** Émission de l'association SAT-Amikaro, pour la défense et la promotion de la langue espéranto.

**Offensive (21 heures)** Libertaire et sociale...

### Samedi 23 juin

**Réveil Hip Hop (8 heures)** Culture rap.

**La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures)** Comme son nom ne l'indique pas...

**Chronique syndicale (11 h 30)** Luttés et actualités sociales.

En direct de la Foire à l'autogestion de 13 heures à 19 heures. La crise économique et financière qui ébranle le monde est aussi une crise de civilisation,

face à laquelle les réponses habituelles, néolibérales comme étatistes, sont impuissantes. Prenons nos affaires en main! Des débats, des interviews, en direct de la Parole errante à Montreuil (9, rue François-Debergue, métro Croix-de-Chavaux).

### Dimanche 24 juin

**Goloss trouda, la voix du travail (8 heures)** Émission franco-russe.

**Jour de lessive anticléricale (10 heures)** Pour une société laïque...

En direct de la Foire à l'autogestion de 13 heures à 19 heures.

### Lundi 25 juin

**Lundi matin (11 heures)** L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

**Je suis une ville (13 heures)** Actualités urbaines.

**Trous noirs (16 heures)** 140 ans après la fondation de l'Internationale anti-autoritaire à Saint-Hmier, plusieurs milliers d'anarchistes de toutes les régions de la planète, dont John notre invité, vont s'y retrouver, en parallèle du Congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes.

**Le monde merveilleux du travail (19 h 30)** Anarcho-syndicalisme. Par la CNT PTT75.

### Mardi 26 juin

**L'idée anarchiste (14 h 30)** Réflexion sur l'anarchisme. Textes historiques et actuels.

**Pas de quartiers... (18 heures)** Émission aimablement destinée aux sujets qui fâchent et aux gens pas d'accord avec ce qu'on nous serine...

**Radio Libertaria (20 h 30)** Sévices publics (CNT Énergie). L'émission qui vous doit plus que la lumière.

**Ça booste sous les pavés (22 h 30)** Comité de solidarité avec le peuple basque.

### Mercredi 27 juin

**L'Entonnoir (09 h 30)** Antipsychiatrie.

**Blues en liberté (10 h 30)** Émission musicale blues.

**Sans toit ni loi (12 h 00)** Émission sur les mal-logés et la précarité.

**Femmes libres (18 h 30)** Femmes qui luttent, femmes qui témoignent avec Annie Sugier pour son livre *Femmes voilées aux Jeux olympiques* (éditions Joudan).

**Ras les murs (20 h 30)** Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

## Souscription soutien au *Monde libertaire*

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.

MAI 2012

Mme P. Bes (67) : 50 euros

M. F. Gouilhers (73) : 30 euros

M. P. Guillert (37) : 20 euros

M. F. Borroz (01) : 10 euros

M. P.-Y. Thauvin (internet) : 10 euros

TOTAL : 120 euros

Merci ! Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du Monde libertaire! Faites connaître notre journal autour de vous! Lisez-le et faites-le lire! Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étagères! Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires! Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste!

L'administration du Monde libertaire



## Mardi 19 juin

### Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysivité, université populaire de Saint-Denis. Cycle «Autogestion et société». Troisième rencontre/débat: «Autogestion en actes: témoignages.»

**Le lycée autogéré de Paris.** En 2012, deux «écoles» pas comme les autres fête leur trente ans: le lycée expérimental de Saint-Nazaire et le Lycée Autogéré de Paris (LAP). En 30 ans, les LAPiens ont démontré que les lycées peuvent être des lieux de liberté, que le plaisir, la curiosité et le travail collectif peuvent être des moteurs de l'apprentissage et que la cohésion d'une communauté éducative peut être basée sur l'autogestion plutôt que sur les hiérarchies et le pouvoir du maître. Des exemples à suivre et à généraliser?

**Court-circuit.** De la pratique de distribution alimentaire à Saint-Denis à la structuration d'un mode de gestion autogestionnaire d'un grand nombre de domaines de la vie sociale. Et aussi la démonstration en actes du bien-fondé des circuits courts en économie qui impliquent le «consommateur» et le producteur et favorisent une qualité et un contrôle des biens à mis à disposition

**La Conquête du pain** est une boulangerie bio autogérée ouverte depuis septembre 2010 à Montreuil. On y trouve deux sortes de baguettes (la Baobab et la Préhistorique), plus de 15 sortes de pains, 5 sortes de viennoiseries et même un peu de pâtisserie. Et surtout une pratique de quartier où la boulangerie redevient un espace social impliqué sur le terrain tant par la qualité de ses produits que par les différentes manifestations de solidarité dans lesquelles elle s'engage.

Avec des membres du LAP, de la Conquête du pain et de Court-Circuit. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin. Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

## Samedi 23 juin

### Paris XI<sup>e</sup>

16 heures. Claude Zaretti & Moustache de Paname, qui poussent la chansonnette à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métro République ou Oberkampf. Entrée libre et gratuite.

## Vendredi 6 juillet

### Sanguinet (40)

19 heures. Projection du film *Gasland*. Conférence débat sur le gaz de schiste dans notre région (Parentis, Lugos, Cazaux, La Teste) et ailleurs. Après les Cévennes, le Gard, les Vosges, les

premières demandes d'enquête publique arrivent en Aquitaine. Avec notamment Chantal Viala de l'association No Gazaran contre les gaz de schiste. À la salle des fêtes.

## Samedi 7 juillet

### Sanguinet (40)

11h-12h (sur le marché). Déambulation artistique. Retrouvez-nous dès le matin, réveillons Sanguinet!

15 heures. Ouverture du festival, du village associatif, de l'agora libre et des expositions.

15h-16h. Académie Fratellini: carte blanche aux apprentis circassiens! Les apprentis de la plus grande école de cirque d'Europe vous propose une démonstration libre (jonglage, rubans, mains à mains etc.).

15h30-16h45. Spectacles choisis pour enfants... et grands.

16h30-17h30. Académie Fratellini: carte blanche aux apprentis circassiens!

16h30-17h30. Atelier «Construction d'instruments de musique». Venez construire vos instruments avec des matériaux naturels!

16h-17h. Compagnie Université du BazArt: le son d'Histoire (ou comment tirer des leçons de l'Histoire sans image et sans blé).

17h30. Conférence sur la dette et les salaires avec Bernard Friot (Salle polyvalente de l'espace Gemme). Projection de *Catatroïka*: la dette en Europe et en Grèce ou comment solder un pays. Venez bousculer vos préjugés sur la dette et vos salaires...

18h-19h. Atelier fabrication de savon avec La Cagette des étudiants.

18h-19h. «Théâtre du silence» (mime de l'école Marceau accompagné par une compositrice). Et plein d'autres surprises (show off, déambulation, spectacle de rue, zone de gratuité).

#### Concerts (scène centrale)

19h-20h. Fanfare et bambas! 20h-21h. Paris désert, rock français engagé en provenance de Sanguinet! 21h15-22 heures Idiogramme (rock expérimental). Découverte du Printemps de Bourges. 22h15-23 heures Akim rebeu des bois (chanson française). 23h15-00h15. GROUPE SURPRISE (vous allez bientôt le savoir et vous ne le raterez pas!). 00h15-1h. Bœuf musical sur scène (avec les artistes).

**Village associatif.** C'est le cœur du festival. Le village associatif est ouvert aux collectifs et aux associations en lutte, dans la région et dans le monde. Retrouvez-les et participez aux différents

ateliers! Dans l'agora libre, tout au long du festival, se succéderont les différents collectifs en lutte pour présenter leur combat, leur moyens d'actions et vous inciter à les rejoindre

## Dimanche 8 juillet

### Sanguinet (40)

15 heures Ouverture du festival, du village associatif, de l'agora libre, de l'espace enfant et des expositions. Création d'une fresque géante.

15h-17h30. Initiation aux actions de désobéissance civile. Venez apprendre les techniques non violentes de résistances.

15h00-16h30. Spectacles pour les enfants. Multiples ateliers pour les enfants notamment avec l'association Sac de billes: jeux de société, poterie, marionnettes et plein d'autres surprises...

15h30-16h30. Atelier «fabrication de meubles en carton» (La cagette des étudiants). Apprentissage des techniques de création de meubles à partir des récup'.

16h30-17h30. Académie Fratellini: carte blanche aux apprentis circassiens!

17h30. Conférence «Nuke militaire» avec Patrice Bouveret (Salle polyvalente de l'espace Gemme). Débat sur le nucléaire militaire, si proche de nous... Entre centre d'essai, lancement de missiles, EADS et Mégajoule, le renouveau du militaire français est «Made in Aquitaine»...

#### Concerts (scène centrale)

15h30-16h15. KICK. 17h30-18h30. La Collectore (fanfare électrique déjantée punk-rock). 18h45-20 heures ZEP (Zone d'expression populaire). 20h15-21h30. Mon côté Punk. Cocréé par Mourad de la Rue Ketanou, groupe indépendant de la scène française. 21h45-22h45. Brassens's not dead (punk rock). Reprise punk des chansons de Brassens. 23h00-00h15. Les fils de Teuhpu (fanfare ska). Mais oui c'est bien eux! 00h15-1h. «Orgie musicale» (avec l'ensemble des artistes).

**Village associatif.** C'est le cœur du festival. Le village associatif est ouvert aux collectifs et aux associations en lutte, dans la région et dans le monde. Retrouvez-les et participez aux différents ateliers! Dans l'agora libre, tout au long du festival, se succéderont les différents collectifs en lutte pour présenter leur combat, leur moyens d'actions et vous inciter à les rejoindre.

**MERCREDI 26 JUIN**



**GOUTER  
LIBERTAIRE**

**PARC DES GUILANDS-16H30**  
**INITIATIVE DU GROUPE DE MONTREUIL**  
**DE LA FEDERATION ANARCHISTE**

[groupefamontreuil.blogspot.com](http://groupefamontreuil.blogspot.com)